

Ursula Bitzegeio et Cécile Calla

Un triomphe des femmes ?

*Le visage féminin du populisme
et de l'extrême droite.*

Études de cas dans une sélection de pays

08

*Les dirigeantes d'extrême droite
en Italie, en France et en Allemagne.
Une analyse comparative du charisme*

Impressum

Éditeur

Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.
Godesberger Allee 149
53175 Bonn
Allemagne
info@fes.de

Département responsable de cette édition

Abteilung Politische Bildung und Dialog
www.fes.de/pbd

Rédaction

Éditrice : Stefanie Elies
Autrices : Cécile Calla, Ursula Bitzegeio
Rédaction : Silke Pachal
Relectures : Dorina Spahn, FES
Traduction (à l'exception du chapitre « Marine Le Pen et la stratégie réussie de dédiablement ») : Mathilde Ramadier

Contact

Stefanie Elies
stefanie.elies@fes.de

Mise en page

Rohtext, Bonn

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation Friedrich Ebert (FES). Toute utilisation commerciale des supports publiés par la FES est interdite sans l'accord écrit de cette dernière. Les publications de la FES ne peuvent être utilisées à des fins de campagne électorale.

Mai 2026

© Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung
à télécharger sur le site :

➤ www.fes.de/publikationen

Ursula Bitzegeio et Cécile Calla

Un triomphe des femmes ?

*Le visage féminin du populisme
et de l'extrême droite.*

Études de cas dans une sélection de pays

08

*Les dirigeantes d'extrême droite
en Italie, en France et en Allemagne.*

Une analyse comparative du charisme

Sommaire

| | |
|--|----|
| Avant-propos de l'éditrice | 3 |
| Pour qui vote la citoyenne concernée ? | |
| Considérations liminaires | 4 |
| Dirigeantes de la droite populiste. | |
| Un nouveau type de femme à l'extrême droite | 7 |
| L'élève modèle de la droite italienne : Georgia Meloni | 11 |
| Marine Le Pen et la stratégie réussie de dédiablement | 18 |
| Pas encore au pouvoir. | |
| Les dirigeantes populistes de droite en Allemagne | 25 |
| L'Europe a besoin de stratégies de défense adaptées | 36 |
| Les autrices | 40 |

Avant-propos de l'éditrice

Depuis 2018, les études de la Fondation Friedrich Ebert, publiées dans sa série renommée « Un triomphe des femmes ? Le visage féminin du populisme et de l'extrême droite. Études de cas dans une sélection de pays », confirment que l'augmentation du nombre d'électrices et de femmes politiquement engagées contribue à la montée du populisme de droite et de l'extrême droite en Europe et en Occident. Plus précisément, des études de cas au niveau national (portant à ce jour sur l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Autriche, le Brésil et l'Italie) analysent les programmes politiques spécifiques incitant les femmes à voter pour des partis populistes et d'extrême droite, ou à y adhérer, depuis les années 2010. L'approche comparative de ces études et des partis analysés repose sur une définition commune du populisme de droite : les partis étudiés partagent une même idéologie et une stratégie politique de polarisation. Lorsqu'on s'intéresse aux positions des partis de droite sur les questions liées au genre et à la famille, ainsi qu'aux tendances sociétales sous-jacentes, trois questions se posent avant tout pour leur pertinence : le parti est-il au pouvoir, ou dans l'opposition ? Que signifie le « Radical Right Gender Gap », c'est-à-dire, la question de savoir si ces partis sont davantage élus par des hommes que par des femmes ? Et dans quelle mesure les visions antiféministes et les politiques anti-genre font-elles partie de leur programme ?

Avec la nomination de Georgia Meloni au poste de Première ministre italienne en 2022 et compte tenu de la très forte popularité de Marine Le Pen lors des élections législatives anticipées de 2024 en France, une autre dimension est apparue et sera abordée dans les prochains travaux de cette

série. Il convient en effet de se demander si la présence croissante de femmes à la tête de partis de droite depuis les années 2020 contribue au basculement des électeurs et électrices du centre vers la droite. Cette question implique également de regarder si les femmes sont particulièrement sensibles aux programmes politiques d'extrême droite lorsque ces derniers sont portés par une femme.

La journaliste Cécile Calla et la politologue Ursula Bitzegeio développent une typologie biographique et politique du leadership féminin au sein des partis d'extrême droite, suivant trois « analyses du charisme ». Parallèlement, elles examinent l'idéologie anti-genre de ces figures de proue et explorent les conséquences politiques de leurs politiques antiféministes. Dans un second temps, elles font le point sur les moyens d'action pour réagir, socialement et politiquement, face à cet antiféminisme politique, parfois déjà au pouvoir.

Plus que jamais, il est nécessaire de se focaliser sur la dimension féminine du populisme de droite, afin d'élaborer des stratégies politiques permettant de contrer efficacement l'antiféminisme ciblé, véritable force de division. À travers le monde, la Fondation Friedrich Ebert œuvre en ce sens, au sein de ses réseaux politiques et de la société civile.

Dr. Stefanie Elies
Directrice du département
Démocratie, Société et Innovation

Berlin, Mai 2026

Pour qui vote la citoyenne concernée ?

Considérations liminaires

Jusque dans les années 2010, dans les démocraties occidentales, le néonazisme, l'extrême droite et le populisme de droite étaient considérés comme des phénomènes dont le « développement est dominé par les hommes » : les partis d'extrême droite étaient principalement élus par des hommes. Ce constat est aujourd'hui considéré comme obsolète. Des recherches historiques suggèrent même qu'une évolution électorale similaire a existé sous la République de Weimar : le fort écart entre les genres (*gender gap*) concernant le parti national-socialiste (NSDAP) s'est réduit à partir des années 1930 puis a complètement disparu après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Entre 1924 et 1930, le parti recueillait moins de votes de femmes que d'hommes. Cette différence était encore mesurable lors de l'élection présidentielle de 1932, même si une convergence des comportements électoraux des deux sexes en faveur d'Adolf Hitler se dessinait déjà clairement. Lors des élections du Reichstag de 1932, il n'y avait pratiquement plus de différence notable entre les hommes et les femmes dans leur préférence pour le parti nazi, au niveau national¹. Même s'il ne faut pas comparer la situation politique actuelle à celle de la République de Weimar, cet exemple est édifiant².

Si l'on revient au présent, le tableau suivant se dessine : depuis 2013, en particulier, de nombreuses études indiquent que les femmes votent de plus en plus souvent pour des partis

populistes de droite et d'extrême droite, qu'elles les soutiennent et prennent part à leurs activités. En ce qui concerne les années 2020, force est de constater que, dans certains pays européens économiquement puissants et extrêmement influents, des femmes sont à la tête de partis et de mouvements de droite, les conduisant vers le succès.

D'après un sondage OpinionWay réalisé pour le quotidien d'information économique *Les Échos* le jour des élections européennes de 2024, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer avoir voté pour le Rassemblement national (RN) : 33 % des électrices ont voté pour lui, contre près de 30 % des électeurs³. Depuis 2016, Marine Le Pen s'adresse spécifiquement aux électrices lors de ses campagnes électorales. Elle promet un changement révolutionnaire et émancipateur à la tête de la France : si elle était élue présidente, elle serait la première femme à occuper la plus haute fonction de l'État. Avec elle au gouvernement, tous les ministères se préoccuperaient de l'égalité. Étant elle-même mère célibataire de trois enfants, elle connaîtrait en tant que femme politique « le quotidien de son peuple, les lacunes dans les écoles, les préoccupations liées à la prise en charge des personnes dépendantes ». Grâce à cette adresse, le RN a surtout réussi à séduire les travailleurs et les travailleuses, les personnes à faibles revenus, tandis qu'Emmanuel Macron a

1 Falter, Jürgen W., « Wer verhalf der NSDAP zum Sieg? Neuere Forschungsergebnisse zum politischen und sozialen Hintergrund der NSDAP-Wähler 1924–1933 », *Aus Politik und Zeitgeschichte (APuZ)*, 28–29 (1979), Bundeszentrale für politische Bildung (bpb). www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/archiv/531298.

2 Feo, Francesca, et Lavizzari, Anna, *Triumph der Frauen. Das weibliche Antlitz des Rechtspopulismus und -extremismus in ausgewählten Ländern 06, Fallstudie Italien*, Berlin 2021, p. 10.

3 Tendence évaluée par Mahnke, Lisa, « Wahlrend in Frankreich. Auch Frauen unterstützen den Rechtsruck », *Frankfurter Rundschau Online*, 24/06/2024. www.fr.de/politik/national-bordella-wahlrend-frankreich-frauen-rechtsruck-marine-lepen-macron-rassemblement-zr-93146187.html.

principalement touché les retraités et les personnes aux revenus élevés⁴.

La première femme Première ministre d'Italie, Georgia Meloni, a principalement attribué son succès de 2022 aux électeurs masculins et âgés du nord du pays. Toutefois, depuis 2018, la part des femmes dans le soutien à son parti, Frères d'Italie (Fratelli d'Italia, FdI), et aux partis de sa coalition de droite, se maintient constamment entre 48 et 50 %⁵. Depuis 2018, dans ses campagnes électorales, Meloni a toujours misé sur le thème de la famille chrétienne en tant que pilier de la société italienne, sur la peur de l'invasion étrangère et de la criminalité liée aux réfugiés venus d'Afrique et des pays musulmans, ainsi que sur le slogan « Italy first », dont elle semble également déduire une suprématie de l'Italie au sein de l'UE. Ce dernier point se manifeste actuellement par le rôle exceptionnel qui lui est attribué auprès du président américain Donald Trump, à la Maison Blanche⁶.

En Allemagne, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) a recueilli plus de 20 % des voix lors des élections fédérales de 2025, sachant que 24 % d'entre elles étaient portées par des hommes, et 18 %, par des femmes. Il convient toutefois de souligner que le parti a réussi à doubler son score par rapport aux élections de 2021. Un sondage de l'institut allemand Infratest réalisé après les élections fédérales de 2025 s'est spécifiquement penché sur les motivations des électeurs et des électrices de l'AfD : 39 % ont voté pour ce parti par conviction, tandis que 59 % des « nouveaux électeurs et nouvelles électrices de l'AfD » ont déclaré que leur choix avait été influencé par leur déception face à la politique actuelle. Pour 55 % des personnes interrogées, le parti a « mieux compris que les autres que beaucoup de gens ne se sentent plus en sécurité », 46 % apprécient

que l'AfD « veuille limiter davantage l'afflux d'étrangers et de réfugiés » et 45 % saluent le fait qu'« Alice Weidel » dise « clairement, sur de nombreux points », « ce qu'il en est ». Dans l'ensemble, l'AfD a élargi son socle électoral, mais n'a pas encore atteint le centre de l'électorat⁷.

Les côtes de popularité obtenues en France et en Italie sont donc particulièrement remarquables : dans ces deux pays, les partis d'extrême droite semblent s'être tellement rapprochés du centre qu'ils forment, en Italie avec Georgia Meloni, la tête du gouvernement, et ont, en France, présenté une candidate, Marine Le Pen, qui a failli réussir sa percée lors de l'élection présidentielle de 2022. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) connaît elle aussi un succès croissant depuis 2013, mais n'a pas encore atteint un niveau d'influence et de pouvoir comparable à celui des partis des deux autres pays. Cela dit, ce parti intègre lui aussi des femmes aux postes clés de son appareil, depuis sa création. Jusqu'à son départ du parti, Frauke Petry comptait parmi les figures de proue de l'AfD. Aujourd'hui, ce sont Beatrix von Storch et Alice Weidel, deux femmes politiques d'extrême droite, qui sont au centre de l'attention – Alice Weidel étant considérée par une partie de la population, tant par les femmes que par les hommes, comme dotée d'un talent politique particulier.

Le leadership charismatique est justement un thème récurrent dans les études consacrées aux partis populistes de droite et d'extrême droite, où l'on fait valoir que le charisme revêt une importance toute particulière pour le succès de ces partis⁸. C'est pourquoi nous proposons avec cette contribution une « analyse comparative du charisme » des femmes leaders d'extrême droite, en relation avec leur succès auprès des électrices. Nos réflexions s'articulent également

4 Joeres, Annika, « Die Wahl der Frauen. Eine Analyse », *Die Zeit*, 18 avril 2022. www.zeit.de/politik/ausland/2022-04/marine-le-pen-praesidentschaftswahl-frankreich-wahlkampf-frauen.

5 Feo et. al, p. 13.

6 Voir : Kühntopp, Carsten, « Meloni bei Trump. Lob, Schmeicheleien und demonstrative Zuversicht », *ARD Washington*, 18/04/2025. www.tagesschau.de/ausland/amerika/trump-meloni-112.htm.

7 Voir les résultats du sondage Infratest : www.marktforschung.de/marktforschung/a/afd-waehler-herkunft-profil-und-motivation vom 23.02.2025.

8 Voir : Decker, Frank, Lewandowsky, Marcel, « Rechtspopulismus. Erscheinungsformen, Ursachen und Gegenstrategien », *APuZ online*, 10/01/2017. www.bpb.de/themen/parteien/rechtspopulismus/240089/rechtspopulismus-erscheinungsformen-ursachen-und-gegenstrategien.

autour de trois hypothèses, à partir desquelles se posent des questions cruciales :

Bien que les idéologies et les programmes des partis populistes de droite et d'extrême droite remettent fondamentalement, ouvertement et constamment en cause l'évolution sociale et politique des droits des femmes et des droits humains, ainsi que l'égalité entre les sexes et l'égalité dans le monde du travail et du soin – en invoquant le caractère naturel des structures patriarcales ;

Bien que leurs programmes économiques, pour la plupart libéraux, favorisent les dérives du capitalisme et, par conséquent, les écarts de revenus et, en particulier, la pauvreté des femmes âgées, et ;

Bien que leur mantra politique d'un repli national hors de l'Europe et du reste du monde mette actuellement gravement en péril la sécurité des sociétés européennes, et notamment celle des femmes et des enfants victimes de violences – ;

Pourquoi, alors, de plus en plus de femmes s'engagent-elles dans ces mouvements et défendent-elles des idées allant à l'encontre de la réalité quotidienne de leurs consœurs au XXI^e siècle ? *Pourquoi* approuvent-elles des projets d'avenir rétrogrades ?

Le fait que certains mouvements d'extrême droite soient dirigés non pas par des hommes, mais par des femmes, *favorise-t-il* la conquête du centre de l'électorat et, surtout, l'augmentation du nombre d'électrices ?

Peut-on établir un profil type des femmes leaders de l'extrême droite et de la droite populiste ?

Quels marqueurs biographiques et quels talents particuliers les propulsent à la tête de ces mouvements ?

Dirigeantes de la droite populiste. Un nouveau type de femme à l'extrême droite

Avec des femmes influentes telles que Giorgia Meloni, Marine Le Pen et Alice Weidel, une nouvelle génération féminine s'est frayé un chemin jusqu'aux plus hautes sphères politiques au sein des partis et mouvements populistes de droite, dans les années 2020. Sans être chaussées de rangers, ni vêtues de velours côtelé ou de jupes plissées. Elles sont « soignées », « élégantes » et « classiques », mais tout de même « modernes » et « télégéniques », avec un maquillage adapté aux réseaux sociaux. Elles sont des « vidéocrates » chevronnées⁹ et d'exceptionnelles oratrices sur scène. Au parlement comme lors des meetings électoraux, elles haussent le ton avec colère et indignation. Sur les plateaux télévisés, elles réagissent calmement aux critiques directes des journalistes et de leurs adversaires politiques, montrant professionnalisme et authenticité. Conscientes de leur influence sur Instagram, X, TikTok, etc., Meloni, Le Pen et Weidel sont des influenceuses politiques réagissant promptement (et de façon provocante) à la moindre occasion et pour le moindre problème, sans devoir être elles-mêmes actives sur leur téléphone. Chacune de leurs déclarations est désormais filmée, montée, traitée et envoyée aux « bonnes » adresses sur internet, par des personnes partageant leurs idées. Sur la quasi-totalité des réseaux sociaux, elles deviennent ensuite « virales ». Contrairement aux dirigeants masculins de leurs partis et mouvements, cette stratégie de communication globale semble avoir un impact considérable sur ces femmes en fonction. Ce qui est frappant, c'est une forme d'attrait fonctionnant dans les deux sens, de façon inten-

tionnelle ou non : une apparence impeccable, sportive et élégante favorise l'acceptation parmi les hommes partageant les mêmes idées, en particulier ceux qui expriment des opinions sexistes envers les femmes politiques des partis démocratiques ou qui revendiquent un nouveau « masculinisme »¹⁰.

Parallèlement, l'image présentée aux électrices correspond à leur désir de reconnaissance sociale et de confiance en soi. Elle véhicule la croyance selon laquelle beauté féminine, mode de vie sain et sportif peuvent parfaitement s'accorder avec les idées d'extrême droite. Cette combinaison ne manque pas d'attirer l'attention des citoyen·nes et des médias de masse, en particulier la presse à scandales – un atout indéniable pour le recrutement d'électeur·ices par les populistes (de droite).

Les nouvelles dirigeantes excellent dans la rhétorique et les médias. Leurs CV sont impressionnants, forts de bons diplômes universitaires, de bourses d'études et de la maîtrise de plusieurs langues. Il n'est pas rare que leurs qualifications formelles surpassent de loin celles de leurs collègues et homologues masculins. Elles ont « fait leurs preuves en tant que femmes ». Continuité, ambition et dévouement à la cause politique figurent parmi leurs principaux atouts. Cependant, leur capacité de réflexion scientifique et intellectuelle sur des problèmes complexes, leur profondeur d'analyse, leur aptitude à explorer les ambiguïtés et les questions dialectiques, voire leur quête d'objectivité et de réification, semblent s'être évaporées après la validation officielle de leurs diplômes.

9 Au sujet du terme « vidéocrate » (Videokratin), voir : Feldbauer, Gerhard, « Giorgia Meloni und der italienische Faschismus », Köln, 2023, p. 21.

10 Voir : Claus, Robert, *Maskulismus*, éd. Friedrich-Ebert-Stiftung, Berlin, 2014.

Les dirigeantes d'extrême droite ne pas là pour remplir les quotas, ni pour être les marionnettes de leurs partis et mouvements. Dans les déclarations et les écrits politiques de Meloni, de Le Pen et de Weidel, transparaissent leurs convictions profondes¹¹ : 1) Les sociétés occidentales « blanches » ont droit à leurs privilèges parce que 2) elles sont plus développées culturellement que les autres sociétés, 3) aucune responsabilité historique n'a besoin d'être assumée au XXI^e siècle, et 4) le sang et le sol constituent un droit naturel compatible avec le christianisme, et peut être placé au-dessus des droits humains¹².

Dans un contexte anti-genre et de discours répété sur la « folie de la théorie du genre », les trois principales figures politiques féminines prêchent en réalité l'idéal archaïque du patriarcat – sans toutefois l'affirmer, ni le reconnaître explicitement. Elles privilègient la protection des « traditions culturelles » et mettent en avant les réalisations des poètes et penseurs masculins de l'époque prémoderne. Au cœur de leur discours se trouve le retour et le renforcement du « noyau social » et, plus précisément, de la famille. Cette dernière est hétéronormative, nombreuse, et ne peut prospérer que si chaque membre remplit son rôle. La reconnaissance et l'éloge rhétoriques de la mère attentionnée et la place prépondérante du chef de famille, homme fort et protecteur, sont d'une importance capitale. C'est sur cette base qu'elles fondent leurs propositions politiques, un fondement qui, historiquement parlant, ne reflète guère la réalité du monde occidental depuis la fin du XIX^e siècle. Les promesses de salut apportées par les principales figures politiques populistes de droite, en particulier, suscitent des aspirations diffuses au sein de la population en temps de crise. En même temps, cela révèle un conflit interne, de nature féministe : leurs propres carrières poli-

tiques contredisent les rôles traditionnels genrés – une contradiction qui ne peut être résolue que par une manœuvre idéologique¹³.

Dans leurs discours, Alice Weidel et Giorgia Meloni condamnent en particulier le féminisme intersectionnel, le prétendu « wokisme » ainsi que « l'oligarchisation » des élites démocratiques en tant que dérives (post) modernes¹⁴. Comme la star politique Le Pen, Weidel et Meloni appartiennent chacune à une petite élite « aristocratique » au sein de leurs partis et mouvements respectifs. Leurs membres sont autonomes et promis à un avenir « brillant », sans exception. Dans le cas de ces trois femmes politiques de premier plan, ce sont bel et bien les acquis du féminisme ainsi que la déconstruction des rôles sociaux et sexistes qui ont permis leur ascension dans le domaine autrefois masculin du populisme et de l'extrême droite. Pourtant, les contradictions dans leurs propres parcours biographiques ou leur vie actuelle ne sont pas perçues comme des conflits personnels, à l'origine de leurs motivations politiques. Le dilemme personnel, de ne pouvoir adopter aucun des modes de vie fréquemment cités, ou de privilégier la lutte contre les injustices découlant du rôle « traditionnel » des femmes, est rarement abordé dans leurs prises de position politiques et leurs récits de vie. Les questions critiques sont systématiquement éludées. Un examen introspectif de leurs propres conflits d'objectifs se heurterait probablement à une forte résistance, au sein même de leur spectre politique de droite. Car, entre-temps, l'antiféminisme et le « familialisme conservateur » sont devenus de véritables catalyseurs de la montée des populistes et des autoritaires de droite, dans le monde entier¹⁵. Ainsi, accéder aux plus hautes fonctions de l'extrême droite passe nécessairement par un opportunisme certain, notamment lorsqu'il s'agit de préserver les struc-

11 Voir : Meloni, Giorgia, *Io sono Giorgia. Le mie radici le mie idee*, Rome, 2021. Le Pen, Marine, *À contre flots. Autobiographie*, Paris, 2011 et Weidel, Alice, *Widerworte. Gedanken über Deutschland*, Kulmbach, 2023.

12 Voir les explications des chapitres 2 et 3, et plus de détail sur les réflexions d'Alice Weidel au sujet de « l'afflux non réglementé » de migrants musulmans porteurs de « systèmes culturels et de valeurs archaïques » ou sur le « complexe de culpabilité nazi », Weidel, p. 18 et p. 61.

13 Voir les analyses dans les chapitres 2 à 4.

14 Voir : *ibid.* et Crouch, Colin, *Postdemokratie revisited*, Berlin 2021, p. 18 et suivantes.

15 Notz, Gisela, *Kritik des Familismus. Theorie und soziale Realität eines ideologischen Gemäldes*, Stuttgart, 2015.

tures patriarcales. Se montrer solidaire de la rhétorique antiféministe et sexiste en fait partie. On observe également une minimisation des obstacles sociétaux que les femmes et les personnes LGBTQI+ impliquées en politique ont généralement dû surmonter¹⁶.

L'adhésion véhémente à l'antiféminisme semble agir tel un accélérateur de carrière, en particulier pour les femmes d'extrême droite : des recherches substantielles en sciences sociales et politiques examinant plus en profondeur la montée en puissance de Meloni, de Le Pen et de Weidel font encore défaut sur cette question, à l'exception de la récente publication de l'historienne Daniela Rüter dans son étude sur « l'obsession sexuelle de l'AfD et de la droite pour le "délire du genre"¹⁷ ». Il est raisonnable de supposer que la posture anti-genre, formulée et intensifiée par les dirigeantes, est devenue un point d'ancrage de la stratégie électorale des partis d'extrême droite en Europe. Soucieuses de remporter de futures victoires électorales et de consolider leur pouvoir en interne, ces dirigeantes d'extrême droite renoncent à toute forme de solidarité envers les personnes qui, du fait de leur genre, se trouvent pourtant dans une situation sociale ou culturelle similaire à la leur. En clair, cela signifie que toute femme qui ne connaît pas le même succès dans les affaires, la politique ou les médias s'est peut-être trouvée dépassée par les événements ou ne l'a tout simplement pas mérité. Si une femme ne peut atteindre l'excellence en termes de performances, alors la « nature » lui réserve sa place sociale appropriée auprès de son époux et de leurs enfants, afin qu'elle puisse accéder à la liberté et au bonheur. De cette manière, elle sert au mieux la société vieillissante, l'État-provi-

dence (par ex., en matière de garde d'enfants et de soins prodigués aux personnes âgées) et, bien sûr, le maintien de la « communauté nationale »¹⁸.

Le choix apparent dont disposent les femmes pour façonner leur vie est souvent attribué au « féminisme » par les dirigeantes d'extrême droite, suivant ainsi les approches du féminisme différentialiste, qui met l'accent sur la nature différente des hommes et des femmes et tente de revaloriser des qualités qui ont été « traditionnellement » dévalorisées en tant qu'elles seraient féminines, telles l'empathie, les sentiments ou la bienveillance¹⁹. La conception du féminisme de droite inclut également une dimension missionnaire lorsqu'il s'agit de libérer les « filles voilées » de « l'oppression islamiste ». Les questions relatives aux origines individuelles, aux opportunités sociales, à l'égalité d'accès à l'éducation, à l'égalité salariale et aux plafonds de verre en matière de participation et d'avancement professionnel, restent naturellement sans réponse. Étant donnée leur pensée nationaliste, l'engagement féministe reste par définition limité à l'extrémité droite du champ politique²⁰.

Au début des années 2000, Renate Bitzan, chercheuse spécialiste de l'extrême droite, a classé les « féministes de droite » en trois grandes catégories, selon l'image de la femme véhiculée par l'extrême droite : la première catégorie associe la féminité à l'obligation d'engendrer une descendance nombreuse et « racialement pure ». La seconde catégorie est une forme « quelque peu modernisée » de la première : les femmes sont autorisées à s'affranchir du rôle maternel pour s'investir dans la sphère « publique et politique ». Ici, « la différence entre les femmes et les hommes est toujours souli-

16 Wichterich, Christa, *Die antifeministische Internationale*, in: *Blätter für deutsche und internationale Politik* (2019) 12, p. 103-110.

17 Rüter, Daniela, *Die Sexbesessenheit der AfD. Rechte im „Genderwahn“*, Bonn, 2025.

18 Voir les contributions dans : Henninger, Anette, et Birsil, Ursula (éd.), *Antifeminismen. „Krisen“-Diskurse mit gesellschaftlichem Potential?*, Bielefeld, 2021.

19 Voir : Olderdissen, Christine, « Gender-Glossar der Friedrich-Ebert-Stiftung, Eintrag Feminismus » : <https://www.fes.de/wissen/gender-glossar/feminismus> et Goetz, Anja, « Gibt es einen „rechtsextremen Feminismus“ in Deutschland. Eine Analyse anhand ausgewählter rechtsextremer Frauengruppen in der Bundesrepublik Deutschland », Harriet Taylor Mill-Institut für Ökonomie und Geschlechterfragen, Disc. Paper 27, 07/2015.

20 L'expression « fille voilée » (*Kopftuchmädchen*) est utilisée dans les milieux d'extrême droite depuis 2009 comme une étiquette accrocheuse pour désigner les femmes musulmanes vivant en Allemagne. Initialement introduite dans le débat sur les migrations par l'économiste et écrivain Thilo Sarrazin, elle était déjà ouvertement diffamatoire à l'époque. Par la suite, elle a été rapidement adoptée par une partie de la direction de l'AfD. Voir : Müller-Neuhoff, Jost, « Kopftuchmädchen und biologische Bomben. Was Sarrazin und die NPD verbindet », *Tagesspiegel online*, 21/04/2013. www.tagesspiegel.de/meinung/was-sarrazin-und-die-mpd-verbindet-6366505.html.

gnée, mais les femmes devraient, voyez-vous, pouvoir elles aussi faire entendre leur voix dans les processus politiques ». Enfin, la troisième catégorie critique ouvertement les structures sexistes, tant dans la société qu'au sein de la scène politique. Elles évoquent même parfois l'émancipation, voire le féminisme²¹.

Le féminisme des femmes populistes de droite des années 2020 présente une caractéristique nouvelle et singulière et, en ce sens, constitue un quatrième type de féminisme : la position et le rôle d'une femme sont mesurés par ses compétences individuelles. Si elle est compétente et apte, alors elle peut accéder à des postes de direction dans la société, les affaires et la politique, s'affranchissant ainsi de l'« ordre naturel ». Une fois à ces positions de premier plan, l'empathie, la sensibilité et la bienveillance ne sont plus de mise.

La lecture des récits personnels et des discours des trois principales dirigeantes d'extrême droite révèle que cette quatrième catégorie se caractérise par un mélange diffus entre 1) un avertissement constant sur une égalité normative supposée largement suffisante entre homme et femme, 2) la réduction des concepts d'émancipation, des droits des femmes et du féminisme à une vision binaire du genre et à des origines occidentales, 3) des idées ordolibérales de concurrence capitaliste asexuée, 4) un fort sentiment d'élitisme et, 5) la persistance d'un modèle familial « traditionnel ». Ce dernier intègre assurément des éléments de la première catégorie décrite par Bitzan, puisqu'il mise sur la « reproduction des bons » (issus de la communauté nationale)²².

21 Bitzan, Renate, « Kann es einen „Feminismus von rechts“ geben? », Entretien sur les résultats de ses recherches, 29/01/2014. www.bpb.de/mediathek/video/176398/kann-es-einen-feminismus-von-rechts-geben/, consulté le 04/02/2025.

22 Voir : *ibid.*, et chapitres 3 à 5.

L'élève modèle de la droite italienne : Georgia Meloni

Giorgia Meloni²³ s'est jusqu'à présent montrée très « modérée », a récemment commenté le journaliste Jörg Seisselberg au journal télévisé *Tagesschau*, sur la première chaîne télévisée allemande. Le professeur italien de sciences politiques Piero Ignazi se dit lui aussi « agréablement surpris », car il y avait « bien pire à craindre ». Les observateurs étrangers perçoivent parfois la Première ministre comme « exceptionnellement mesurée », et l'étiquette de « nationale-conservatrice » lui est fréquemment attribuée, soulignant sa capacité à bien s'intégrer dans la politique européenne. Cela vaudrait pour la politique étrangère et de sécurité, notamment en ce qui concerne l'aide à l'Ukraine, « mais également pour la politique économique et budgétaire²⁴ ».

Qu'est-ce à dire ? En résumé, Giorgia Meloni, décrite hier dans la presse comme « la femme la plus dangereuse d'Europe » et comme d'extrême droite²⁵, aurait démontré, peu après son entrée en fonction, qu'un avenir pour l'Italie et l'Europe pourrait se construire sans renoncer totalement au fascisme italien et à toutes ses implications politiques, tels le culte de la personnalité, l'autoritarisme, l'impérialisme, le revanchisme et le racisme. Et ce n'est pas tout : les contenus de programmes (néo)conservateurs, les appels à la « droite centriste » pourraient être représentés de manière crédible et sérieuse dans une démocratie, même par un parti (post-)fas-

ciste au pouvoir. On peut sérieusement en douter, et ces évaluations soulèvent plusieurs questions fondamentales :

Dans quel spectre politique Giorgia Meloni se situe-t-elle réellement ? Peut-on évaluer son action gouvernementale actuelle indépendamment de sa socialisation politique au sein du Movimento Sociale Italiano (MSI), de la composition de son cabinet et de ses déclarations sur son lien au fascisme de Mussolini ? Dans l'Europe du XXI^e siècle, le (néo-)conservatisme ou le national-conservatisme s'accordent-ils véritablement avec le (post-)fascisme italien ? Et quelle est la véritable signification de ces préfixes ? Que signifient précisément les termes « retenue » et « modérée », quand la politique de Giorgia Meloni est évaluée dans le débat public actuel ? La société italienne a-t-elle marqué un *svolta a dresta*, un virage à droite, avec l'élection de Meloni ?

Giorgia Meloni et le (post-)fascisme

En Italie, dans les livres d'histoire, le fascisme est clairement catégorisé en tant qu'idéologie de droite, même s'il y a parfois eu des tentatives de le définir « au-delà de la droite et de la gauche²⁶ ». D'après Umberto Eco, le fascisme italien est un mélange de « *Führerprinzip* » charismatique, d'impérialisme, de corporatisme, de rejet de la démocratie parlementaire, de racisme

²³ Ce sous-chapitre a été publié en tant que contribution distincte dans : « INDES. Zeitschrift für Politik und Gesellschaft, Demokratie unter Druck », (2024) 1-2, p.323-333.

²⁴ Seisselberg, Jörg, « Ein Jahr Meloni in Italien. Die Schein-Gemäßigte? », *tagesschau.de*, 25/09/2023, entretien avec Piero Ignazi et Nino Galletti. www.tagesschau.de/ausland/europa/ein-jahr-meloni-100.html.

²⁵ Brandl, Luisa, et Ritter, Andrea, « Wenn Italien wackelt, schwankt die EU: Darum ist Giorgia Meloni die gefährlichste Frau Europas », *Stern*, 25/09/2022. www.stern.de/politik/ausland/wahlen-in-italien--ist-giorgia-meloni-die-gefaehrlichste-frau-europas.

²⁶ Grimm, Markus K., *Die problematische Neuerfindung der italienischen Rechten. Die Alleanza Nazionale und ihr Weg in die Mitte*, Wiesbaden, 2016, p. 5.

et d'antisémitisme. Ses caractéristiques distinctives sont un « culte de la tradition », associé à un « rejet de la modernité », combiné à un « activisme » et à une « contrainte à l'unanimité ». Ses adeptes rêvent de « l'idéal d'une nation entière en chemises noires ». Il s'agit d'un « appel à une classe moyenne frustrée », qui propage le « nationalisme » avec une « rhétorique classique ami-ennemi » et détient une « conscience élitiste de masse ». Il revêt les atours de l'héroïsme, du machisme, et fait passer la « volonté du peuple » avant l'individu. La primauté de la langue nationale est également mise en avant. Pour autant, le fascisme italien n'est pas « obligatoirement totalitaire », car il ne repose pas sur une « philosophie cohérente » et fermée²⁷.

Jusqu'à aujourd'hui, la recherche reste divisée quant à l'ajout de préfixes tels que « néo » ou « post » aux noms des organisations italiennes héritières du fascisme. En effet, bien qu'elles invoquent cette idéologie, elles déclarent le fascisme historique comme étant « terminé ». Selon Markus Grimm, cependant, la conception que ces groupes se font d'eux-mêmes révèle des « emprunts diffus », des « réminiscences nostalgiques et idéalisées » du fascisme historique, ainsi qu'une « glorification » des régimes autoritaires et fascistes disparus. En outre, néo- ou post-fascisme ne seraient pas obligatoirement synonymes d'extrême droite. En Italie, ce dernier désigne les partis qui n'invoquent plus les idées du fascisme classique, mais cherchent plutôt à s'opposer au « système » pluraliste des sociétés post-industrielles par de nouvelles méthodes et points de vues « extrêmes ». Après la chute du communisme, le post-fascisme et l'extrême droite se sont avant tout unis dans l'identification d'ennemis communs : la « nouvelle gauche », issue de la révolte étudiante de 1968, le mouvement d'émancipation des femmes et l'individualisme croissant, le mouvement écologiste et, depuis les années

1990, le féminisme de plus en plus intersectionnel, les nouvelles idées de diversité et les modèles sociétaux post-migratoires, puis, depuis les années 2010, l'augmentation des migrations de personnes réfugiées²⁸. Les débuts politiques de Giorgia Meloni se situent donc bien dans le post-fascisme.

Pour une femme politique carriériste à la tête d'un État européen, Giorgia Meloni est relativement jeune. Née à Rome le 15 janvier 1977, elle a été politiquement influencée dès son plus jeune âge par sa mère, Anna Paratore, membre du Movimento Sociale Italiano (MSI), parti ayant directement succédé au Partito Nazionale Fascista de Mussolini (le PNF, devenu après 1943 le Parti républicain fasciste, PRF). Le 28 octobre 1992, lors du soixante-dixième anniversaire de la « Marche sur Rome » de Mussolini, elle a rejoint, alors qu'elle était encore lycéenne, le Fronte della Gioventù (le Front de la jeunesse du MSI), une organisation de cadres formant les futurs membres du parti, dont elle a ensuite pris la direction. Avec l'entrée du MSI au gouvernement de Silvio Berlusconi en 1994, le mouvement adopta le nom d'Alleanza Nazionale (AN), afin de gagner en « amplitude » politique. Dès lors, la jeune recrue pouvait constater qu'il était possible d'apporter un soutien politique à des groupes non fascistes, sans pour autant totalement renier les références traditionnelles ni l'héritage politique. Dans ce contexte, l'historien Gerhard Feldbauer souligne que Giorgia Meloni reste fièrement attachée à l'emblème du MSI : une flamme, reprenant le drapeau tricolore italien, flamboyant « au-dessus du cercueil noir de Mussolini », symbole d'encouragement, inspiré par l'esprit du « *Duce* »²⁹. En 2022 encore, Meloni revendiquait ouvertement l'« héritage » du « *Duce del fascismo* » et affirmait entretenir une « relation sereine » avec cette période de l'histoire italienne³⁰. D'après les recherches de Gerhard Feldbauer, elle a publiquement effectué le salut

27 Eco, Umberto, Saviano, Robert et al., *Der ewige Faschismus*, Munich, 2020, citation de Grimm, p. 6.

28 Grimm, p. 10.

29 Feldbauer, p. 15 et suivantes.

30 Giorgia Meloni citée par Kay Walter, « Italien: Was droht, wenn Mussolini-Fan Meloni Regierungschefin wird? », *Vorwärts-online*, 27 septembre 2022, www.vorwaerts.de/international/italien-was-droht-wenn-mussolini-fan-meloni-regierungschefin-wird.

romain lors des funérailles d'Assunta Almirante, en avril de la même année. Meloni ne s'est pas non plus opposée à l'érection, en 2012, d'un mausolée sur le lieu de naissance du ministre de la Guerre de Mussolini, le maréchal Rodolfo Graziani, en périphérie de la capitale. Graziani avait participé à la « Marche sur Rome » en octobre 1922 et fut notamment responsable de massacres barbares de dizaines de milliers d'Éthiopiens³¹.

Son vif intérêt pour la culture commémorative fasciste et sa participation active à celle-ci la désignent comme une personne se sentant profondément liée au fascisme italien. Son engagement témoigne d'un attachement bien plus profond que les liens ténus souvent évoqués dans le discours international actuel. Rien n'indique ici une quelconque prise de conscience culturelle de la part de Meloni, ni aucune acceptation du fait que le fascisme italien doive être reconnu, historiquement, comme une composante indéniable des excès meurtriers du XXe siècle. Interpréter son engagement en matière d'histoire politique comme une simple tactique politique visant à éviter de perdre, à l'avenir, le « noyau dur » restant des fascistes de Mussolini est, selon nous, une vision trop réductrice³².

Giorgia Meloni, la coalition de « centro-destra » et le populisme de droite

Un autre terme, fréquemment employé pour désigner la droite italienne, est celui de « populisme de droite ». Les populistes de droite surchargent moins leurs discours d'idéologie, sont plus individualistes sur le plan économique et plus libéraux que la « vieille droite », sans pour autant renoncer aux idées de « nation bâtissant une communauté » ou de « communauté nationale ». Ils et elles puisent leurs conceptions d'autonomie et de diversité pour toutes les « races », tous les « peuples et individus » dans les idées

du réseau intellectuel européen de la « Nouvelle Droite ». Il n'est pas rare qu'ils et elles défendent des principes de démocratie directe et se présentent comme des « partis anti-partis » ou comme un mouvement. Ils et elles attisent des craintes diffuses envers tout ce qui est étranger et misent sur une stratégie de communication percutante, ainsi qu'une forte présence médiatique – sans véritable profondeur de champ programmatique. Même si les populistes de droite italiens restent – tout juste – dans les limites du cadre constitutionnel, ils et elles peuvent se montrer extrémistes : cela se manifeste notamment par des propos xénophobes et antiféministes, par une « ignorance des opinions divergentes et un mépris envers toutes celles et ceux qui ne se rallient pas à leur “vérité” ». Même si la Lega (anciennement Lega Nord, Ligue du Nord) ne peut en principe pas être classée parmi les partis d'extrême droite, l'ascension de l'homme politique Silvio Berlusconi a néanmoins été considérée comme un exemple des premiers succès du populisme de droite en Europe³³. Pour les sphères politiques italiennes, Markus Grimm propose donc de considérer le populisme de droite comme un autre « type de classification », pouvant être utilisé en complément des notions de fascisme, de post-fascisme et d'extrême droite.

Lors de sa campagne pour le poste de Première ministre, Giorgia Meloni a également adhéré aux objectifs du « centre droit », tels qu'ils avaient été poursuivis sous les gouvernements Berlusconi. Elle souligne que cette vision du monde et ces objectifs seraient de notoriété publique et qu'il s'agirait désormais de les « mettre en œuvre »³⁴. À l'origine, le terme « centre droit » désignait la coalition gouvernementale composée de la Démocratie chrétienne (DC), des libéraux et des sociaux-démocrates, dont le MSI post-fasciste était exclu. Berlusconi reprit cette classification en 1994 et l'appliqua à sa coalition entre la Ligue et l'AN. Pour Feldbauer, cela ne

31 Voir : *ibid.*, p. 23.

32 Voir : *ibid.*, p. 25.

33 Voir : Grimm, p. 12.

34 L'annonce de candidature de Giorgia Meloni, citée par Feldbauer, p. 20.

visait toutefois qu'à masquer le « caractère fasciste » de cette coalition³⁵.

Des observations récentes en Italie soulignent que le populisme de droite fait entrer le fascisme dans une nouvelle ère politique, sans pour autant recourir à la force armée pour réprimer l'opposition et imposer des objectifs radicaux : « en manipulant les instruments démocratiques », il est possible de rendre « tout un pays fasciste », « sans même prononcer une seule fois le mot fascisme³⁶ ». Il s'agit là de la « domination de la vidéocratie » établie par Berlusconi et son parti Forza Italia, ensuite « affinée » par Matteo Salvini, secrétaire de la Ligue, sur les réseaux sociaux et dans les talkshows. Giorgia Meloni maîtrise également cet art à la perfection et a contribué à ancrer dans l'esprit de nombreux-ses Italien-nes la couverture médiatique quotidienne « stéréotypée » de sa victoire potentielle³⁷.

Meloni n'a pas seulement repris les stratégies médiatiques de ses modèles politiques, Berlusconi et Salvini, lorsque ceux-ci étaient au sommet de leur pouvoir³⁸. Elle est devenue une élève modèle et zélée du gouvernement de coalition, qui ne s'opposait pas à ses politiques extrêmement agressives et racistes envers les minorités vulnérables. En mai 2008, à l'âge de 31 ans, elle a rejoint ce gouvernement en tant que ministre de la Jeunesse et des Sports. Au sein du gouvernement, elle a rencontré Umberto Bossi, alors chef de la Ligue, ainsi que Roberto Calderoli et Roberto Maroni. Les premiers décrets et règlements adoptés par ce gouvernement visaient explicitement les migrant-es. Ils ont été précédés de plusieurs semaines d'attaques et d'actes de violence cautionnés par l'État contre

des étranger-es prétendument « criminels », et même qualifié-es, dans les réactions à gauche, de « pogroms racistes » tolérés par l'État³⁹. Dès la campagne électorale, la Ligue avait réclamé que les immigré-es clandestin-es soient enfermés dans des camps. On ignore si Giorgia Meloni a opposé une réponse « modérée » à son collègue du gouvernement lorsque Umberto Bossi a déclaré publiquement qu'il était « plus facile d'exterminer les rats que d'éradiquer les Tziganes⁴⁰ ». Même lorsque le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, a mis à exécution, le jour de la Saint-Sylvestre 2009, son annonce d'expulser immédiatement les migrant-e-s débarquant à Lampedusa en recourant à des mesures coercitives sévères, elle ne s'est pas rangée du côté des détracteur-rices à l'international. Lorsque Maroni est décédé en novembre 2022, elle a rendu hommage à celui qu'elle considérait comme « un ami » et l'une des « personnes les plus compétentes » qu'elle ait jamais rencontrées⁴¹. Feldbauer souligne que l'actuelle dirigeante de la Fratelli d'Italia (Fdi), censée défendre également les droits des femmes, « est restée les bras croisés tandis que son Premier ministre abusait de toute évidence de prostituées mineures lors d'orgies sexuelles, présentées sous l'appellation minimisante "soirées Bunga Bunga"⁴² ». Lorsque Berlusconi, fragilisé par de nombreux scandales, liaisons et allégations de corruption, a démissionné le 12 novembre 2011, la coalition centro-destra s'est effondrée. Le leader de l'AN, Gianfranco Fini, a mis fin à sa coopération avec Forza Italia et a souhaité s'allier avec le parti social-démocrate. L'élève modèle Meloni pouvait désormais mettre

35 Feldbauer, p. 20 et suivantes.

36 Murgia, Michaela, *Faschist werden: Eine Anleitung*, Berlin, 2019, p. 32 et suivantes.

37 L'écrivaine et militante pour les personnes en détresse en mer Michaela Murgia au sujet de la politique de Silvio Berlusconi, Matteo Salvini und Giorgia Meloni, traduite par Feldbauer, p. 21 et cf. *ibid*.

38 Voir : Ventura, Sofia, « Giorgia Meloni und ihre Partei Fratelli d'Italia. Eine personalisierte Partei zwischen rechtsextrem und rechtsradikal », éd. Friedrich-Ebert-Stiftung, Rome, 2022, p. 5.

39 Steinberg, Stefan, « Rassistische Pogrome begleiten Berlusconis Amtsantritt », World Socialist Web Site, 27/05/2008. <https://www.wsws.org/de/articles/2008/05/ital-m27.html>.

40 *Süddeutsche Zeitung*, 16/04/2008, cité par Feldbauer, p. 20. Hier wird eine Begrifflichkeit zur Bezeichnung von Sinti und Roma verwendet, die aus dem Sprachgebrauch der extremen Rechten stammt und die seitens der Autorinnen und der Friedrich-Ebert-Stiftung ausdrücklich als rassistisch eingestuft und abgelehnt wird.

41 ANSA, 23 novembre 2022, cité par Feldbauer, p. 23.

42 Feldbauer, p. 23.

en pratique ce qu'elle avait appris au sein de la boîte à cadres du MSI et sous le gouvernement du magnat des médias et populiste de droite Silvio Berlusconi. Avec des sympathisants de l'AN et Ignazio La Russa, admirateur de Mussolini et actuel président du Sénat, elle fonda le parti Fratelli d'Italia (FdI), qu'elle présida à partir de 2014. Le parti persistait dans sa volonté affichée d'ouverture depuis le « centre droit » et ambitionnait de devenir un parti rassembleur en abordant des sujets sensibles. Pour Feldbauer, cependant, le « travail stratégique » de la FdI se révèle dans la « préservation d'un mouvement fasciste tel qu'il a toujours été pour la partie réactionnaire du capital : une réserve d'intervention en temps de crise »⁴³. Au sein de l'alliance de centre droit, Meloni était même, à son avis, une « intransigente » qui, contrairement à Berlusconi et Salvini, rejetait catégoriquement tout compromis avec les partis démocrates et de gauche. C'est pour cette raison qu'elle n'a pas non plus rejoint le « gouvernement d'union nationale » de Mario Draghi. En ce qui concerne la « lutte » contre les flux migratoires prétendument incontrôlés, elle semble presque « surpasser » ses mentors : lors de sa campagne électorale de 2022, elle a exigé que les réfugié·es libyen·es soient intercepté·es par les garde-côtes italiens au large des côtes et renvoyé·es dans des centres de détention libyens, tristement célèbres pour la torture, les viols et le trafic d'êtres humains. Pourtant, le futur Premier ministre avait annoncé avant 2022 qu'il accepterait de former un gouvernement dirigé par Giorgia Meloni. Son espoir de pouvoir ainsi contrôler cette élève modèle du (post-)fascisme reste encore à se confirmer à long terme⁴⁴.

Giorgia Meloni, le (néo-)conservatisme et le changement de cap

Par le passé, du moins, jusqu'à son entrée en fonction, Giorgia Meloni était qualifiée par une part importante de la presse nationale et internationale de fasciste et de post-fasciste, voire de populiste de droite ou située à l'extrême droite. L'étiquette de néo-conservatrice ou de national-conservatrice qui lui est attribuée est, elle, plus récente. Depuis son investiture, il est question d'un revirement notable, d'un recentrage sur l'Europe, illustré par son autodésignation d'« atlantiste », ainsi que d'une phase d'ajustement pragmatique de sa politique intérieure. En matière de politique étrangère, son soutien à l'Ukraine dans la guerre contre la Russie et les poursuites engagées contre Viktor Orbán pour violation de l'État de droit sont actuellement considérés comme des preuves. L'accueil chaleureux que lui a réservé Ursula von der Leyen, figure politique européenne influente et conservatrice, lors de son investiture, est également perçu comme un signe de ce changement⁴⁵.

Sur le plan de la politique intérieure, l'affirmation sans cesse répétée par Meloni selon laquelle elle est une femme, une mère, une Italienne et une chrétienne, vise à souligner la nouvelle orientation vers de plus larges cercles conservateurs et catholiques⁴⁶. Au cœur de son programme, l'accent est mis sur la famille unie et bienveillante, composée essentiellement d'un homme et d'une femme, le rejet de l'avortement et la restriction, voire des poursuites pénales, en ce qui concerne la gestation pour autrui. Cependant, face à une forte résistance, au sein même de la communauté catholique notamment, contre la restriction du droit à l'avortement, elle a modéré sa position réactionnaire sur cette question. Néanmoins, sa politique actuelle en matière d'égalité des genres peut être qualifiée de résolument anti-féministe et en contradiction

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*, p. 23 et suivantes, et p. 29.

⁴⁵ Voir : Braun, Michael, « Ein Jahr Meloni. Die disziplinierte Populistin », *Die Tageszeitung*, 24/09/2023. www.taz.de/Ein-Jahr-Meloni.

⁴⁶ Voir l'extrait du discours de campagne de Giorgia Meloni, par Massimo Marano : „Ich bin Giorgia, ich bin eine Frau, ich bin eine Mutter, ich bin Italienerin, ich bin Christin“, 15 janvier 2023, *Telepolis*. www.telepolis.de.

avec l'égalité qu'elle prône désormais. Feldbauer souligne qu'elle demeure politiquement « inflexible » envers les personnes queer et les minorités sexuelles dans tous les domaines⁴⁷.

Sur le plan historico-politique également, Giorgia Meloni a également changé de cap : avant même que le président Sergio Mattarella ne lui confie la formation d'un gouvernement, elle s'est distanciée de manière crédible de toute affinité perçue avec le régime nazi ou le négationnisme, et – de façon moins convaincante – de certaines racines historiques de son propre parti dans le fascisme italien. L'interprétation du passé est cruciale pour séduire l'électorat conservateur, car la pensée conservatrice, y compris en Italie, est « historique ». L'organisation de la vie en société ne serait pas une tâche actuelle, qu'il faudrait accomplir au cas par cas, mais dépendrait plutôt du « cours de l'histoire ». Cela n'empêche pas un développement prudent ni des réformes, mais exclut bel et bien des changements révolutionnaires radicaux – « conserver et développer », telle est la devise. Dans les théories du XXe siècle, on distingue le conservatisme structurel, qui idéalise les structures d'ordre issues de l'histoire, du conservatisme des valeurs, qui met en avant l'importance de la dignité humaine, de la loyauté et de la sollicitude mutuelle au sein de la famille, ou d'autres vertus⁴⁸.

Tout comme le conservatisme allemand, le conservatisme italien se veut un « remède au modernisme effréné et à la foi aveugle dans le progrès ». Ce système de valeurs repose toutefois sur les fondements de la démocratie, de l'économie de marché à l'international et, surtout, d'une conception de l'engagement moral⁴⁹. Le néo-conservatisme, que le chercheur italien Stefano Feltri applique par exemple à la position politique de Meloni, se distingue du conservatisme classique par son antagonisme concret et

historique au communisme et aux autres mouvements sociaux. Il inclut une politique étrange protectionniste, ce qui comprend la défense contre des migrations « de masse », et insiste sur les rôles genrés ainsi que les structures familiales traditionnelles⁵⁰. Cependant, le conservatisme comme le néoconservatisme ne tolèrent généralement pas de politique visant à préserver le pouvoir personnel au sommet de l'État. Avant son élection, Giorgia Meloni avait initialement prévu de s'appuyer sur les projets de Silvio Berlusconi et d'accroître considérablement le rôle et l'importance de la présidence dans la Constitution. Le ou la président-e et le ou la Premier-e ministre devaient être élu-es au suffrage direct, et la seconde chambre du Sénat, supprimée. Feldbauer y voit une tentative d'instaurer un « régime présidentiel », et le président de la Cour constitutionnelle italienne, Ettore Gallo, a qualifié ces idées de tentative de coup d'État. Une fois au pouvoir, Meloni a annoncé que sa priorité absolue serait l'élection du président au suffrage direct. De telles propositions la distinguent clairement du conservatisme italien, avec ou sans préfixe⁵¹.

Le « national-conservatisme » attribué à Giorgia Meloni est également considéré aujourd'hui, dans la recherche italienne, comme une variante du conservatisme. Il met l'accent sur une dimension émotionnelle, telle que les « sentiments nationaux » ou les « identités culturelles, ethniques et nationales ». Contrairement au conservatisme de l'après-guerre, il adopte une attitude sceptique, voire hostile, à l'égard de l'immigration et de l'intégration européenne. L'épithète « national-conservateur » est parfois utilisée pour caractériser les partis et mouvements de droite qui ne s'inscrivent pas dans une conception ethno-nationaliste. En examinant de plus près les principes programmatiques et les déclarations politiques du camp national-conser-

47 Feldbauer, p. 74, et Ventura, p. 6 et suivantes.

48 Köhler, Gerhard, et Klein, Ansgar, « Politische Theorien des 19. Jahrhunderts », in Hans J. Lieber (éd.), *Politische Theorien von der Antike bis zur Gegenwart*, Wiesbaden, 2000, p. 317-361.

49 Grimm, p. 13.

50 Feltri, Stefano, *Eine brüchige Macht. Giorgia Meloni und die neue Rechte. Ein Jahr nach der Macht*, éd. Friedrich-Ebert-Stiftung, Rome, 2023, p. 2.

51 Feldbauer, p. 21.

vateur, on constate rapidement qu'il est pratiquement impossible d'établir une distinction claire avec la doctrine de la soi-disante « nouvelle droite »⁵². En sciences politiques, tant en Italie qu'en Allemagne, la « nouvelle droite » n'est plus considérée depuis longtemps comme une zone grise regroupant des penseurs conservateurs de droite, mais comme un réseau d'intellectuels d'extrême droite aspirant à l'hégémonie culturelle et à la souveraineté du discours⁵³. Le national-conservatisme s'inscrit donc plutôt dans la sphère intellectuelle de l'extrême droite. Reste à voir comment et sous quelle forme il s'imposera en tant que concept politique et fera son chemin sur le plan culturel sous le gouvernement de Giorgia Meloni, et quelle sera la portée de ses récits.

Conclusion

Malgré le parcours en slalom maîtrisé d'une élève modèle à travers la droite italienne depuis les années 1990, qui s'est soldé par une victoire électorale et l'accès à l'un des postes les plus puissants d'Italie, il n'y a pas eu, selon le politologue Feltri, de « *svolta a destra* », c'est-à-dire de virage à droite reposant sur un large consensus social, en Italie. L'élection de 2022, en particulier, ne laisse en rien penser que le Parti FdI soit issu de profonds bouleversements sociaux et culturels au sein des mentalités politiques. Au contraire, deux circonstances spécifiques et imprévues ont joué en faveur de Giorgia Meloni : d'une part, la position dominante du FdI au sein de l'alliance Centro Destra, et d'autre part, la faible compétitivité du Parti social-démocrate (PD) et du Mouvement Cinq Étoiles (M5S), qui avaient au préalable exclu la formation d'une coalition électorale et gouvernementale. Toujours est-il que tous les partis qui se sont présentés indépendamment et contre l'alliance Centro Destra ont obtenu 49 % des voix, soit 6 % de

plus que leurs concurrents du centre droit. Le système électoral italien favorisant fortement les alliances et leur compétition, Centro Destra a remporté 80 % des sièges au suffrage direct. Feltri indique par ailleurs que la participation électorale a chuté à un niveau historiquement bas de 63,9 %. Compte tenu de tous ces facteurs, Feltri parle d'une « victoire sans percée ». Quant à savoir si Giorgia Meloni pourra attribuer ses futurs succès électoraux à un changement d'axe idéologique, c'est une question quasi divinatoire⁵⁴.

Pourtant, selon Norma Rangeri, l'ancienne rédactrice en chef de *Il Manifesto*, si cette ancienne responsable (post-)fasciste et dirigeante de parti est certes devenue une personnalité respectée et une cheffe du gouvernement, elle est pour autant loin d'être respectable, professionnelle et bénéfique pour l'Italie : elle aurait « bien travaillé, du point de vue de ceux » qui observent l'Italie de l'extérieur. Elle prétend rejeter l'autoritarisme et le fascisme, sans pour autant empêcher les médias de rendre compte de son « admiration passionnée pour Mussolini ». Pour Rangeri, la présidente du Conseil des ministres italien ne fait, à bien des égards, que poursuivre les politiques « illibérales », « obscurantistes » et « fascistes » de ses maîtres⁵⁵. Le politologue italien Piero Ignazi, cité en introduction, ne souhaite pas non plus d'emblée s'écarter de son analyse selon laquelle Giorgia Meloni représente une menace sérieuse pour la pérennité de la démocratie italienne et l'avenir de l'intégration européenne⁵⁶.

52 Grimm, p. 5 et suivante.

53 Voir : Pfahl-Traugher, Armin, *Intellektuelle Rechtsextremisten. Das Gefahrenpotenzial der Neuen Rechten*, Bonn, 2022.

54 Feltri, p. 2.

55 Rangeri, Norma, *Manifesto*, cité d'après Feldbauer, p. 13.

56 Voir les questions posées à Piero Ignazio par Seisselberg.

Marine Le Pen et la stratégie réussie de dédiabolisation

Plus rien ne pourrait empêcher Marine Le Pen de l'emporter en 2027 et devenir ainsi la première femme à être élue présidente de la République. Cette petite musique distillée depuis de longues années par des journalistes, auteurs et politologues s'est faite de plus en plus insistante. Le coup de tonnerre de sa condamnation le 31 mars 2025 à cinq ans d'inéligibilité avec exécution provisoire dans l'affaire des assistants parlementaires de son parti a changé la donne et laisse planer un sérieux doute sur sa participation à l'élection présidentielle de 2027. Le procès en appel tranchera cette question d'importance pour tout le pays. Certes Marine Le Pen pourrait en cas de confirmation de la peine céder sa place à Jordan Bardella, le très jeune président du RN, mais sa capacité à mobiliser autant que l'actuelle candidate reste à prouver.

Depuis que ce parti créé en 1972 par son père, feu Jean Marie Le Pen, a émergé au début des années 1980 dans le paysage politique français, le FN renommé RN n'a fait qu'élargir son assise électorale, passant du statut de parti marginalisé à celui d'un parti « normalisé », classé premier au sortir des dernières élections législatives. En moins de quatre décennies, il est parvenu à s'implanter sur l'ensemble du territoire, devenant une force politique alternative dont les idées se sont banalisées dans la société française. Une majorité de Français (57%)⁵⁷ juge aujourd'hui Marine Le Pen attachée aux valeurs démocratiques, la moitié des électrices la considèrent même « féministe »⁵⁸. Une évolution qui

s'explique par l'habile processus de « dédiabolisation » mené tambours battants par Marine Le Pen depuis qu'elle a succédé à son père à la tête du parti en 2011. Que signifie cette dédiabolisation et que dit-elle sur la nature profonde de ce parti et les véritables intentions de Marine Le Pen ? Peut-on encore le considérer comme un parti d'extrême droite ? Quels profonds changements politiques en France ont favorisé et accompagné cette dédiabolisation ? Pourquoi le parti lepéniste a-t-il réussi à conquérir les couches populaires, séduisant autant les femmes que les hommes ? Et quels objectifs poursuit Marine Le Pen en matière de droits des femmes ?

L'héritière

Née en 1969 à Paris, la cadette du patriarche Jean Marie Le Pen décédé en janvier 2025, a grandi dans le chaudron politique, observant dès son plus jeune âge, les pièges, risques, échecs et succès de son père. Une place idéale pour tirer les leçons des erreurs et réfléchir à des changements. Elle raconte dans son autobiographie *À contre flots*⁵⁹ comment elle a brutalement pris conscience à l'âge de huit ans de l'engagement politique de son père, lors de l'attentat qui a détruit l'appartement familial à Paris, en 1976.

Marine Le Pen a reçu de son père un parti, le Front National pour l'unité française (connu sous le nom de Front National). Créé avec des militants nationalistes-révolutionnaires néga-

⁵⁷ Sondage IFOP-Fiducial pour Sud Radio, avril 2023.

⁵⁸ Sondage IFOP du 20/04/2022 : www.ifop.com/article/enquete-aupres-des-francaises-sur-la-question-du-genre-et-du-feminisme-dans-leur-vote-au-second-tour-de-lelection-presidentielle/.

⁵⁹ Publiée en 2006 aux éditions Grancher.

tionnistes, un ancien Waffen SS, des partisans de l'Algérie Française et du régime de Vichy, cette formation relève incontestablement à ses débuts de l'extrême droite et restera, même après sa première percée en 1983 lors d'élections municipales à Dreux, longtemps à la marge et honni par l'*establishment*. Jean Marie Le Pen est perçu à l'époque comme « le diable de la République », image qu'il a largement contribué à entretenir par des dérapages et provocations régulières auprès des médias. La plus célèbre remonte à 1987 lorsqu'il déclara que « les chambres à gaz ne sont qu'un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». Au départ, le parti met les questions de sécurité et d'immigration au cœur de son programme. Les premiers succès électoraux du FN, l'élection municipale de Dreux en 1983 et les Législatives de 1986 où il entre à l'Assemblée nationale avec un groupe de 35 députés, coïncident avec le surgissement de la question de l'immigration en provenance du Magreb dans le débat politique. C'est l'époque de la marche des beurs⁶⁰ et de l'association SOS Racisme soutenue par le gouvernement socialiste de François Mitterand. Pour autant, la gauche commet l'erreur selon Aquilino Morelle, ancien conseiller de François Hollande, de ne plus considérer « l'assimilation des immigrés » comme « un objectif légitime, mais une vieille lune dépassée⁶¹ ». Une faute dont saura profiter le parti de Jean Marie Le Pen.

C'est avec ce legs politique et familial que la cadette des Le Pen fera ses premières armes politiques. En 1993, à vingt-quatre ans, elle participe à sa première campagne électorale briguant le poste de député dans le 17^{ème} arrondissement parisien. Mais ce n'est qu'une décennie plus tard, en 2002, après l'arrivée surprise de son père au second tour de la présidentielle, que le visage de la jeune femme apparaîtra régulièrement sur les écrans de télévision français. Désormais, elle sera régulièrement invitée sur les plateaux. Les médias apprécient tout autant sa jeunesse que ses formules politiques plus douces

que celles de son père. C'est d'ailleurs à cette période, au début des années 2000, qu'elle commence à amorcer un changement de doctrine au sein du parti, qu'on nommera « dédiablement ».

Avocate de formation, Marine Le Pen n'a plaidé que quelques années avant de se mettre au service du parti et de ses responsables. Après avoir occupé plusieurs mandats locaux dès 1998 dans le Nord-Pas-de-Calais et les Hauts-de-France, elle est nommée vice-présidente du parti en 2003 par son père, puis élue députée au Parlement européen de 2004 à 2017.

Transformation et conquête du pouvoir

En succédant à son père à la tête du parti en 2011, elle poursuit et accélère la stratégie de dédiablement, concept forgé dès la fin des années 1980 par les responsables du FN. Il s'agit, pour ces cadres, et notamment pour l'ancien « numéro deux » du FN, Bruno Mégret (qui quitte le parti en 1998) de mettre sur pied une contre-offensive théorique visant à casser le jugement moral extrêmement fort pesant sur le parti. Marine Le Pen va alors clairement prendre position contre l'antisémitisme, le racisme et l'homophobie, évacuer les membres les plus radicaux et les nationaux-catholiques pour déprofessionnaliser le parti, proposer une offre politique plus sociale. Elle rompt également avec le vieux fond féroce antigauilliste du FN et reprend à son compte les thèmes de l'indépendance nationale, du rôle central de l'état et de l'autorité de celui-ci. Ce tournant provoque un violent conflit avec son père, qui finira par être exclu du parti en 2015 à la suite d'une nouvelle provocation. Le changement de nom en 2018, le FN devenu RN, participe de cette politique. Cette stratégie portera rapidement ses fruits. Depuis 2011, il y a eu une constante progression électorale en terme de pourcentages de voix et en sièges. Si les succès électoraux se limitent d'abord à certaines régions – le nord et l'est dé-

60 La marche pour l'égalité et contre le racisme, surnommée « marche des beurs » par les médias, est une marche antiraciste qui s'est déroulée en France du 15 octobre 1983 au 3 décembre 1983.

61 Aquilino Morelle, *La Parabole des aveugles. Marine Le Pen aux portes de l'Élysée*, Paris, 2023, p. 137.

sindustrialisés et appauvris, le sud méditerranéen, qui s'appuie en autres sur un électorat pied-noir –, plus aucune région ou département ne résiste aujourd'hui au discours du RN. Aux dernières élections législatives anticipées de juin 2024, ils ont obtenu 123 élus venus de tout le pays et des scores historiques. Même les terres longtemps imperméables au discours d'extrême droite comme le grand ouest lui sont désormais favorables. Et c'est dans les zones agricoles qui votaient traditionnellement à droite que le RN a particulièrement prospéré ces dernières années.

La popularité du Rassemblement national est due avant toutes choses à la résonance de son programme avec le positionnement d'une partie substantielle de la population : 66 % des Français jugent qu'il y a trop d'étrangers en France, 85 % que l'autorité est une valeur trop souvent critiquée aujourd'hui, 65 % que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment⁶². On ne peut donc plus parler de vote sanction ou de vote d'opposition au pouvoir politique en place. Marine Le Pen est devenue l'incarnation de la France populaire. Les ouvriers ont voté à 67 % pour elle en 2022⁶³. Elle est aussi la candidate de la France du travail mais également celle des sans emploi et attire des électeurs d'autres couches sociales (comme dans la fonction publique) et tranches d'âge (de plus en plus de jeunes)⁶⁴.

Désormais, les femmes votent autant que les hommes pour le parti lepéniste. L'écart de vote entre les deux sexes (*radical right gender gap*) qui était de l'ordre de 8 points du temps de Jean-Marie Le Pen, s'est progressivement réduit pour disparaître depuis l'arrivée de Marine Le Pen aux manettes du parti. Depuis 2012, le genre n'a plus d'impact sur le vote RN, en tout cas à l'élection présidentielle. Il y a eu un véritable « effet Marine Le Pen » pour citer la chercheuse Nonna Mayer⁶⁵, qui a beaucoup étudié le sujet. Nombre des électrices de Marine Le Pen ont

moins de trente-cinq ans, font partie des couches populaires, elles travaillent dans les services, les métiers du *care* et sont peu rémunérées. Les enquêtes d'opinion montrent que pour ces femmes, les questions de sexisme sont moins pertinentes que celles du pouvoir d'achat et de la sécurité⁶⁶.

L'héritage de la « Manif pour tous » et la droitisation des esprits

La formation de Marine Le Pen a profité de la droitisation des esprits qui s'est opérée à partir des années 2010 notamment à la suite de la mobilisation des électeurs conservateurs, au moment de la présentation et du vote de la loi Taubira en 2012 et 2013 sur le mariage homosexuel, baptisé « mariage pour tous ». Promesse de campagne de François Hollande, cette réforme majeure qui légalisait le mariage entre personnes du même sexe et ouvrait le droit à la filiation pour les couples homosexuels, a donné lieu à une mobilisation inattendue et massive, majoritairement des Français catholiques, mais aussi des membres de groupes identitaires, d'extrême droite ou d'électeurs de gauche. Des centaines de milliers de personnes ont battu le pavé pendant plusieurs mois dans toutes les villes du pays. Dans le sillage de ces manifestations, de nouveaux collectifs, journaux et associations de femmes de droite ont vu le jour, reprenant peu ou prou un discours conservateur sur le rôle des femmes et instrumentalisant la lutte contre les violences sexuelles pour alimenter un discours anti immigration et xénophobe. Certains se réclament du féminisme à l'instar du collectif Némésis ou de l'écoféminisme, des autrices et intellectuelles gravitant autour de la revue *Limites*, et d'autres sont clairement antiféministes. Ce qui les réunit tous concerne leur opposition à l'avortement. Ce retour de l'antiféminisme est concomitant avec la dernière vague du féminisme qui

⁶² Enquête Fractures françaises, menée en septembre 2024 par Ipsos pour *Le Monde*, Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne.

⁶³ Sondage Ipsos et Sopra Steria, 21-23 avril 2022.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Nonna Mayer, « Sur les femmes et le vote d'extrême droite », 10/01/2023. www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/actualites/nonna-mayer-sur-les-femmes-et-le-vote-d-extreme-droite/.

⁶⁶ IFOP, Sondage du 20/04/2022.

s'est développée à partir des années 2010 en investissant la toile et les réseaux sociaux.

Au delà de ces mouvements, on a assisté à une crispation et polarisation croissante de l'opinion publique dans un contexte de menaces terroristes et de peur graduelle face à la mondialisation. La série sans précédent d'attentats qui a ensanglanté le pays à partir de 2015 a ramené les questions de sécurité et d'islamisme au cœur des débats.

À côté de Marine Le Pen, de nouvelles figures de l'extrême droite ont émergé : d'abord, sa nièce Marion Maréchal, dont les opinions sont plus radicales que sa tante, puis l'essayiste et journaliste Eric Zemmour, dont les positions masculinistes et antiféministes ont conquis un large public. Fort de cette popularité, il a fondé en 2021 le parti Reconquête et s'est présenté à l'élection présidentielle de 2022. Cette concurrence qui aurait pu affaiblir le RN, a au contraire contribué à normaliser son image, le laissant apparaître en comparaison relativement modéré. Cette radicalisation de l'opinion se retrouve dans un certain nombre de médias de masse, particulièrement ceux du milliardaire breton Vincent Bolloré. Ces dernières années, il a acquis un grand nombre de médias et de maisons d'édition de renom (Europe 1, *Journal du dimanche*, les éditions Fayard, Grasset, Hachette) pour en faire des supports de communication de l'extrême droite, purgeant leurs rédactions et renvoyant au passage les journalistes réfractaires. Pour ne citer qu'un exemple, le président du RN Jordan Bardella a pu faire paraître en novembre dernier son autobiographie dans la célèbre maison d'édition Fayard. Le livre est un bestseller et s'est déjà vendu à plus de 230 000 exemplaires (chiffres de 2025). Ces transformations du paysage médiatique favorisent l'ancrage dans le langage commun des termes de l'extrême droite tels que « grand remplacement » ou « territoires » pour parler des banlieues.

La fin du barrage républicain

Le barrage républicain qui freinait pendant longtemps l'ascension du RN ne semble plus avoir de prises sur les électeurs. Le président Emmanuel Macron, qui avait fait de la lutte contre l'extrême droite l'une de ses priorités lors de sa première campagne électorale en 2017, a contribué à dénouer ce cordon sanitaire en phagocytant systématiquement les partis de la droite et de la gauche et en se posant avec son parti En Marche, rebaptisé Renaissance en 2022, comme la seule alternative crédible face au RN. La stratégie ni gauche ni droite d'Emmanuel Macron fait d'ailleurs partie depuis longtemps du discours de Marine Le Pen. Si en 2002, l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour avait suscité des manifestations monstre à Paris et dans d'autres villes (1,5 million de personnes avaient défilé à travers la France) et un vote de 75 % en faveur de Jacques Chirac, la présence de Marine Le Pen au second tour en 2017 et 2022 n'a pas suscité de grande mobilisation et son score croissant (33,90 % en 2017 et 41,46 % en 2022) atteste de la normalisation de sa candidature.

Le parti de Marine Le Pen profite de sa qualité de novice politique – il n'est jamais entré au gouvernement et Mme Le Pen n'a jamais été élue présidente –, et d'un climat d'une extrême défiance à l'égard de toutes les institutions. Parmi tous les pays d'Europe, la France est celui où les électeurs ont le moins confiance en leurs responsables politiques. Seuls 26 % des Français déclarent avoir confiance dans la politique, contre 47 % en Allemagne et 39 % en Italie selon le dernier baromètre publié par Sciences Po Cevipof⁶⁷. De même 52 % des Français considèrent qu'il n'y a pas de quoi être fier du système démocratique en France, contre 42 % en Italie et 33 % en Allemagne. Et 41 % approuvent l'idée d'un « homme fort qui n'a pas besoin des élections ou du Parlement », un score inégalé depuis 2017. Des chiffres qui mettent en évidence une profonde crise de légitimité et une désaffection marquée à l'égard des institutions

67 Baromètre CEVIPOF du 11/02/2025. www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof-2025-le-grand-desarroi-democratique/.

démocratiques. Pour nombre d'électeurs français, Marine Le Pen incarne le dernier espoir de voir enfin changer le cours des choses.

Le front républicain a certes pu encore fonctionner et empêcher le RN d'accéder aux responsabilités lors des dernières élections législatives anticipées en juin et juillet 2024. Mais n'était-ce pas son chant du cygne ? Certes le groupe RN n'a pas atteint son objectif, celui d'avoir une majorité absolue, mais a pu fortement augmenter le nombre de ses députés.

D'aucuns reprenant l'argumentaire du RN contestent désormais le qualificatif d'extrême droite. Le parti affirme n'être plus antisémite, xénophobe, homophobe ni anti-républicain. Et pour de nombreux membres de la communauté juive française, et parmi eux les plus éminents, les époux Klarsfeld, chasseurs de nazis, cette affirmation est devenue crédible. Serge Klarsfeld avait déclaré en 2024 que dans le cas d'un duel entre l'extrême gauche et le RN, il voterait pour ce dernier qu'il considère désormais comme « parti pro-juif »⁶⁸. Pour Aquilino Morelle, le parti s'est défait de ses qualificatifs d'extrême et ce n'est pas le combattre que de continuer à le diaboliser. « Il convient de prendre le RN au sérieux » écrit-il⁶⁹.

Dans la doctrine de Marine Le Pen, deux visions s'affrontent : celle du mondialisme déchaîné et la sienne, dite « patriote », ou « nationale ». Par là, elle désigne deux ennemis sans les nommer explicitement : d'un côté, les étrangers et à travers eux les immigrés et musulmans, de l'autre côté, les élites cosmopolites dont certains qualificatifs font penser aux images antisémites de la fin du XIXe et début du XXe siècle. « La stratégie sémantique du RN est donc de ne pas prononcer les mots de ses cibles mais d'en dresser un portrait en creux », analyse Michel Eltchachinoff⁷⁰, essayiste et rédacteur en chef de *Philosophie Magazine*. De même, le parti a euphémisé ses propos, passant par exemple de la rhétorique de la « préférence nationale »

(créée dans les années 1980 au Front national pour adoucir le mot d'ordre d'expulsion des étrangers) à celui de « priorité nationale ». On ne sait pas si une fois au pouvoir, les responsables RN ne choisiraient pas de radicaliser leurs positions.

La stratégie fémonationaliste : instrumentaliser les droits des femmes pour défendre un discours xénophobe et anti-immigration

Les femmes ont été dès le départ au cœur de la stratégie de Marine Le Pen. Elle a su habilement relier les difficultés de sa vie de femme à ses propositions politiques. Dans son autobiographie publiée en 2006 par les éditions Grancher, elle consacre un chapitre entier à sa vie de mère célibataire, fraîchement divorcée et maman de trois très jeunes enfants. S'appuyant sur son parcours personnel, elle défend alors les principales idées du FN de l'époque en ce qui concerne les femmes : une opposition au droit à l'avortement et un salaire parental pour les femmes qui souhaitent rester à la maison, deux mesures grimées en « liberté de choix ».

Quelques années plus tard, l'idée d'une parité en politique ayant fait son chemin dans les esprits, même ceux du FN, une nouvelle doctrine en matière de droits des femmes se développe avec son accession à la présidence du parti : C'est le tournant fémonationaliste.

Le féminisme fustigé jadis par l'extrême droite ainsi que la laïcité vont désormais être patrimonialisés pour servir de marqueur civilisationnel. Cette stratégie s'exprime lors des agressions sexuelles et des viols commis en nombre lors de la Saint-Sylvestre 2015 à Cologne. Dans une tribune publié dans le journal *L'Opinion* le 15 janvier 2016, Marine Le Pen écrit : « J'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes » et avait réclamé au président François Hollande un « référendum sur

68 Documenté en ligne par la *Tagesschau* : www.tagesschau.de/ausland/europa/frankreich-klarsfeld-lepen-100.html. Lors d'un sommet organisé en Israël en 2025, l'extrême droite s'est clairement rangée du côté de Benjamin Netanyahu ; le président du RN, Jordan Bardella, était également présent. Voir à ce sujet : www.sueddeutsche.de/politik/israel-rechtsextreme-antisemitismus-konferenz-kontroverse-li.3225000.

69 Morelle, p.81.

70 Michel Eltchachinoff, « Le RN est-il encore d'extrême droite ? », 04/07/2024. www.philomag.com/articles/le-rn-est-il-encore-dextreme-droite.

l'accueil des migrants en France ».⁷¹

En interne, le parti va étoffer cet argumentaire pour préparer l'élection présidentielle de 2017 et positionner sa candidate en championne de la lutte pour les droits des femmes : en 2016 est créé une sorte de think tank intitulé le *Cercle fraternité*. Cette entité est moins une structure militante qu'une courroie de transmission où se partagent des réflexions qui articulent très étroitement la cause des femmes à celle de l'identité nationale. L'idée est de redéfinir la notion de « droit des femmes » en déplaçant le droit à disposer de son corps vers le droit de protéger son corps contre les agressions sexistes. Deux ennemis sont désignés dans cette perspective : l'islam et les politiques d'égalité de genre. De cette manière, le parti renverse l'argumentaire en disant que le RN n'est pas raciste mais qu'il défend les femmes ou d'autres catégories de la population comme les juifs ou les gays, contre le fondamentalisme musulman.

Aujourd'hui Marine Le Pen n'hésite pas à se définir comme féministe, cite régulièrement des figures célèbres telles qu'Olympe de Gouges ou Simone Veil. Et les électrices la croient. Son parcours personnel de mère célibataire de trois enfants, travailleuse, en fait même un modèle à suivre pour de nombreuses d'entre elles.

Parler des droits des femmes sans vraiment les soutenir

Pour autant, si l'on regarde en détail le programme du RN et le rôle qu'il a joué au Parlement européen ainsi qu'à l'Assemblée nationale, force est de constater que ce virage prétendument idéologique est avant tout cosmétique. Le RN s'est abstenu ou a voté contre la plupart des lois favorisant une meilleure égalité entre les sexes. En témoigne l'absence de l'ensemble des députés RN de l'hémicycle lors du vote sur la loi Rixain en 2021, visant à accélérer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Entre 2015 et 2016, Marine Le Pen a d'ailleurs

voté contre plusieurs résolutions du Parlement européen portant sur les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes. En 2020, la plupart des eurodéputés RN ont voté contre une résolution visant à accélérer la réduction des écarts de salaire entre les femmes et les hommes dans les pays de l'UE. De même, l'ensemble du groupe a voté en 2021 contre la résolution « Me too et harcèlement : conséquences pour les institutions de l'Union Européenne ».

Quant au programme de la candidate Marine Le Pen lors de la dernière élection présidentielle en 2022, il a frappé par son indigence en la matière. Les mesures dédiées apparaissent uniquement dans deux de ses 16 livrets : la sécurité et la préférence nationale. La prévention des violences sexuelles n'est, elle, pas abordée.

Les questions relatives à la fécondité intéressent nettement plus le parti, les propositions visant à encourager la natalité sont nombreuses mais celles-ci (notamment les allocations familiales) seront réservées aux familles françaises. Les femmes y sont évoquées à travers leur « désir d'enfant⁷² », à leur rôle de mère et d'épouse, une position classique dans la pensée d'extrême droite. La figure de mère y occupe une place primordiale, on attend d'elle qu'elle transmette l'héritage biologique et culturel.

Reste un sujet sur lequel Marine le Pen et de nombreux responsables de son parti ont opéré un changement notoire : le droit à l'avortement. Autrefois radicalement opposé à la loi Veil, le parti a changé sa position sous l'influence de Marine Le Pen. Elle et une partie de son groupe parlementaire ont voté en faveur de l'inscription de la liberté d'avorter dans la constitution française en 2024. Néanmoins, son parti reste très divisé sur cette question et les votes du groupe parlementaire tout comme les déclarations de Marine Le Pen attestent tout au moins d'une certaine ambiguïté. En 2022, elle s'était opposée à l'allongement du délai légal pour l'IVG de 12 à 14 semaines. Au niveau de l'Union européenne, les eurodéputés RN n'ont

⁷¹ Marine Le Pen, « Un référendum pour sortir de la crise migratoire », 13/01/2016. www.lopinion.fr/politique/marine-le-pen-un-referendum-pour-sortir-de-la-crise-migratoire.

⁷² Kenza Tahri, « Marine le Pen et les droits des femmes. Le risque d'une marche arrière forcée », www.lagrandeconversation.com/politique/marine-le-pen-et-les-droits-des-femmes-le-risque-dune-marche-arriere-forcee/#4ca3b12f-cbb6-4f34-8237-25038d1e429d.

pas soutenu la résolution d'inscription du droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne adoptée en avril 2024. En 2020, le RN s'était déjà opposé à la condamnation de la Pologne, qui avait interdit de fait l'avortement en dehors des cas de grossesse suite à un inceste ou une agression sexuelle ou de mise en danger directe de la santé de la mère.

Conclusion

Malgré la menace réelle que représente le parti de Marine Le Pen, le sort n'est pas forcément jeté. De trop nombreux facteurs et inconnues, l'instabilité géopolitique, la résilience des partis de gauche et de droite, la courbe de la croissance économique, l'émergence de nouveaux acteurs et l'attente du procès en appel de Marine Le Pen en 2026, empêchent de penser que la conquête du pouvoir par le RN et sa candidate soit inéluctable. Néanmoins, « il faut parler le langage de vérité que les Français attendent, reconnaître les erreurs et fautes du passé, assumer les silences coupables, tous ces errements et ces non-dits⁷³ », exhorte Aquilino Morelle. Et pas moins qu'un sursaut national pour inverser la dynamique. Le temps est compté, la prochaine élection présidentielle aura lieu au printemps 2027.

⁷³ Morelle, p.81.

Pas encore au pouvoir. Les dirigeantes populistes de droite en Allemagne

Le principal terrain que les populistes de droite cherchent à conquérir par le biais de politiques protectionnistes et/ou en se présentant comme les « défenseurs des petites gens » est la petite bourgeoisie, qui, en raison des diverses crises des vingt-cinq dernières années, est préoccupée par la crainte de perdre son statut et ses revenus. Les partis populistes de droite rencontrent un succès croissant auprès de ce groupe cible – en Allemagne également. Cependant, dans l'optique d'assurer le succès des dirigeant-es populistes de droite en Europe, il est crucial de conquérir le territoire du conservatisme pour convaincre de la nécessité d'un repli national, hors de l'Europe et hors du monde. Leur ascension au pouvoir dépend également de la force et du succès passés et présents des partis établis, qui soutiennent des modes de vie traditionnels et familiaux, imprégnés d'une vision du monde chrétienne-conservatrice ou de « cultures dominantes » traditionnelles. Ce ne sont pas les électeurs-rices protestataires, mais plutôt les failles politiques et humaines au sein des partis centristes qui ont permis à des personnalités comme Meloni, en tant que « femme-mère-chrétienne », ou Le Pen, en tant que républicaine émancipée d'une « grande nation », de forger des alliances de centre droit.

En Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, les partis chrétiens ont joué un rôle déterminant dans la construction de la démocratie et, de fait, de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. Ils peuvent se prévaloir d'une longue expérience en matière de responsabilité gouvernementale. Le SPD est lui aussi solidement ancré au centre depuis 1959, formant régulièrement des coalitions avec des partis conservateurs, tant au niveau fédéral que régional. Malgré une baisse générale de popularité

lors des élections, les partis centristes historiques en Allemagne ont jusqu'à présent constitué une certaine garantie pour la démocratie, grâce à une structure d'adhérent-es et un électorat fidèles, et relativement stables.

Par conséquent, dans l'histoire du populisme de droite et des mouvements d'extrême droite en Allemagne, aucune femme n'a (encore) réussi à fédérer un large pouvoir et un soutien important au sein de son parti et à remporter des victoires électorales significatives. Si les « classes populaires » et des jeunes électeur-rices se sentent déjà concerné-es, un ancrage solide au sein du conservatisme politique fait défaut. Ni Frauke Petry, membre fondatrice de l'AfD et eurosceptique, ni Beatrix von Storch, figure aristocratique et férue de réseaux, ni même Alice Weidel, « candidate à la chancellerie » en 2025, n'y sont parvenues. À cet égard, contrairement à Giorgia Meloni et à Marine Le Pen, ces femmes politiques n'exercent pas d'influence déterminante sur la manière dont les coulisses politiques sont organisées.

L'AfD, en particulier, se caractérise par son constant exercice d'équilibriste entre proximité et distance vis-à-vis des factions d'extrême droite et anticonstitutionnelles au sein de son propre parti, et vis-à-vis de l'extrême droite par ailleurs. Le spectre s'étend des anti-européens néolibéraux aux sceptiques à l'égard de la démocratie, en passant par le culte sectaire de la personnalité et de la nature pratiqué par des mouvements identitaires, l'activisme néonazi des jeunes, le romantisme des aristocrates pour la chasse et l'Empire, les théoriciens du complot et le courant *Querdenker*, les *Reichsbürger* (citoyens du Reich), les citoyen-nes et protestataires en colère, jusqu'aux membres souhaitant réformer le conservatisme allemand vers la droite. Certes,

la dirigeante d'extrême droite Alice Weidel exerce son influence sur les caisses de résonance des réseaux sociaux de droite et, en tant que cheffe de file de l'opposition, s'adresse à des citoyen·nes qu'elle considère comme dupé·es. Mais elle ne parvient qu'à unir temporairement les factions divisées du parti. Dans les *Länder* de l'Est, notamment, d'autres factions dominent le parti⁷⁴. En bref : sans la figure ouvertement d'extrême droite de Björn Höcke, qui dirige le groupe de l'AfD au parlement de la Thuringe, à l'Est du pays, le parti aurait probablement perdu une part considérable des voix aux élections fédérales de 2025.

Dans leurs recherches sur les opinions et les prétendus « points déclencheurs », les sociologues Steffen Mau, Thomas Lux et Linus Westheuser en arrivent à la conclusion suivante : dans la société allemande, les lignes de division politiques ne se présentent pas comme les deux « bosses » d'un chameau (extrême droite et extrême gauche), mais plutôt comme étant à l'intérieur d'une seule et même bosse, à l'image d'une « société de dromadaires⁷⁵ ». Bien entendu, ici aussi, les conflits actuels, tels que ceux concernant les migrations, l'autodétermination des groupes vulnérables, l'aggravation du changement climatique et les inégalités sociales, entre autres, sont « attisés, déclenchés et exacerbés » par les forces populistes de droite dans les médias⁷⁶. L'étude conclut toutefois que seule une minorité des personnes interrogées se prononce en faveur d'une politique radicale à l'encontre des migrant·e·s et des réfugié·e·s, contre les droits des personnes transgenres ou en faveur d'une réforme en profondeur, visant à supprimer les mesures de protection du climat ou l'État-providence (y compris le revenu de base). Les opinions se situent, pour ainsi dire, sur une courbe en forme de bosse, dans un spectre plutôt libéral-démocratique. En matière de politique migratoire, sujet central pour les partis et mou-

vements populistes de droite en Allemagne, les questions relatives aux « inégalités internes et externes » révèlent un tableau contrasté de la « volonté d'inclusion conditionnelle » : la majorité de la population reconnaît que l'immigration est économiquement bénéfique et nécessaire. Parallèlement, d'importantes réserves subsistent quant au nombre et à l'origine des immigré·es, ainsi qu'à la concurrence entre les citoyens allemands de naissance et les immigrés. Seule une minorité rejette catégoriquement l'idée d'une Allemagne pays d'immigration. Une nette majorité des personnes interrogées estiment que l'immigration enrichit la culture allemande⁷⁷. Compte tenu de cela, on peut dire que l'AfD est « loin d'être *mainstream* », même si Alice Weidel, en particulier, a bénéficié d'une attention extraordinaire et, dans certains cas, d'une approbation sur les réseaux sociaux en 2024-2025 pour ses apparitions et ses discours enflammés au Bundestag et dans les sondages, de la part de personnes qui, auparavant, n'appartenaient pas à la clientèle classique des mouvements de droite et d'extrême droite.

Ce qui est particulièrement préoccupant pour l'Allemagne, c'est le rôle joué par les « conflits non résolus » (*unsettled conflicts*), que Mau *et al.* décrivent comme des « différends agités, non consolidés et mal institutionnalisés », où il est difficile de parvenir à un compromis démocratique. Ces conflits sont peu « consolidés » et se caractérisent par une grande volatilité et de fortes mobilisations⁷⁸. L'un de ces conflits concerne la lutte pour l'égalité politique et la représentation des femmes et des minorités, même si, sur ce point, les sociologues restent optimistes quant à la résolution progressive de ce conflit : « Les premiers signes sont manifestes dans le champ de la politique de soutien, dont la légalisation progresse et où, malgré toutes les forces de résistance, on observe des gains considérables en matière de visibilité et de représen-

74 Voir : Bahners, Patrick, *Die Wiederkehr. Die AfD und der neue deutsche Nationalismus*, Stuttgart, 2023, p. 235 et suivantes.

75 Mau, Stefan, Lux, Thomas, Westheuser, Linus, *Triggerpunkte. Konsens und Konflikt in der Gegenwartsgesellschaft*, Berlin, 2024, p. 8.

76 *Ibid.*, p. 23.

77 *Ibid.*, p. 402 et suivante.

78 *Ibid.*, p. 372.

tation des femmes et des minorités⁷⁹. » Cela vaut probablement aussi pour les avancées progressistes dans le monde du travail : toute tentative visant à empêcher ou à revenir sur les mesures en faveur d'une égalité totale entre les femmes et les hommes dans le monde du travail (par exemple, l'écart de rémunération entre les sexes, le *gender gap pay*, ou l'écart de retraite entre les sexes, le *gender pension gap*), ou tout recul en matière de développement des crèches et de la prise en charge à temps plein dans les écoles, ou encore d'amélioration des soins médicaux pour les femmes (écart de données entre les sexes, *gender data gap*), ne recueillerait aucun soutien parmi les électeurs et électrices du centre, en Allemagne.

Dans ce contexte, il est donc considérablement plus difficile pour Alice Weidel, Beatrix von Storch et d'autres figures féminines de droite de trouver des occasions de promouvoir la « famille traditionnelle de la République fédérale de l'Ouest », selon les modèles patriarcaux prônés par les forces conservatrices de droite. Si les attitudes défensives envers la communauté LGBTQI+ et les personnes transgenres, ou la lutte contre le langage inclusif, suscitent certainement des remous dans les pages culture et débat des journaux et sur les réseaux sociaux, la diffamation des familles homoparentales n'est évidemment pas à l'ordre du jour pour Alice Weidel, même si elle ne se considère elle-même pas queer.

C'est sur l'échiquier des migrations et de la protection du climat que le dialogue avec le centre semble le plus impossible, car ces enjeux, de par leur complexité et leurs « points décisifs », dépassent largement les « capacités d'intervention des instances étatiques ». Ce sont également des conflits qui ne peuvent être résolus que par des approches politiques européennes, multilatérales et mondiales, car ils concernent l'humanité entière. Ces problèmes sont si vastes et si complexes qu'ils constituent un terrain fer-

tile pour les forces politiques de droite, qui peuvent les exploiter en attisant la peur, en diffusant de fausses informations et en renforçant l'hostilité envers certains groupes. Selon Mau *et al.*, les partis démocratiques établis n'ont alors d'autre choix que de recourir à une « politique des affects » pour éviter de perdre des électeurs et électrices⁸⁰. Dans ce contexte, notre approche comparative entre les trois pays soulève la question de savoir si les divisions de la société allemande créent déjà des conditions favorables à la formation d'alliances de centre droit par des personnalités influentes du populisme de droite et de l'extrême droite. Pour l'instant, il ne semble pas exister en Allemagne un vide de pouvoir suffisamment important pour faciliter ce phénomène :

Bien que nous ayons constaté à de nombreuses reprises d'importantes inégalités économiques et sociales ainsi que des comportements de vote différents envers les partis de droite entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne depuis la réunification, les disparités économiques et culturelles sont en réalité encore plus importantes en Italie et en France. L'économiste Helmut Reisen observe que la France est « traditionnellement fracturée » : « depuis la fin des Trente Glorieuses (Fourastié, 1979), équivalent français du miracle économique allemand, la division s'est accentuée. La France est divisée entre Paris et la province ; entre métropoles prospères et petites villes ; entre zones urbaines et rurales ; entre jeunes et personnes âgées ; entre éducation d'élite et celle de moindre qualité ; entre bourgeoisie aisée et pauvres ; entre pro-européens et opposants à l'UE. Cette division s'est non seulement confirmée lors de l'élection présidentielle de 2022, mais elle s'est encore intensifiée par rapport à 2017⁸¹. »

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*, p. 372 et suivante.

⁸¹ Reisen, Helmut, « Präsidentschaftswahl zeigt Frankreichs Spaltung », *Ökonomische Trends*, 102 (2022) 5, p. 408-410. <https://www.wirtschaftsdienst.eu/inhalt/jahr/2022/heft/5/beitrag/praesidentschaftswahl-zeigt-frankreichs-spaltung.html>.

La « Marche pour la vie » et la partie émergée de l'iceberg

Si l'une des populistes de droite susmentionnées parvient à rassembler une large base sociale, au-delà des clivages partisans, il ne s'agit pas nécessairement d'Alice Weidel, mais de Beatrix von Storch : elle est la figure de proue de la « Marche pour la Vie », une manifestation annuelle de grande ampleur organisée par l'Association fédérale du mouvement pro-vie à Berlin, qui rassemble depuis 2002 des opposant·es à l'avortement allemands. La manifestation vise non seulement l'avortement et l'euthanasie, mais également la recherche sur les cellules souches et le diagnostic génétique préimplantaire. Cette union rassemble des associations juridiques et médicales, des organisations de la société civile et des groupes religieux (chrétiens et évangéliques). Traditionnellement, les manifestant·es reçoivent des messages de soutien de hauts responsables religieux ; il n'est pas rare que des évêques catholiques participent à la Marche. Ce n'est qu'en février 2024 que la Conférence épiscopale allemande s'est clairement désolidarisée de la participation de l'AfD, soulignant que la Marche était instrumentalisée par le parti et d'autres groupes. Du côté protestant, l'Alliance évangélique allemande a également déploré l'infiltration potentielle des manifestations par des forces populistes de droite, soulignant que des positions pro-vie étaient adoptées par des personnes avec lesquelles elle n'avait par ailleurs aucune affinité. De fait, de nombreuses femmes dont les motivations dépassaient le simple respect de la vie chrétienne figuraient parmi les manifestant·es venu·es en touristes – au premier rang desquelles, Beatrix von Storch, qui a bénéficié d'une importante couverture médiatique⁸².

La journaliste Liane Bednarz voit dans le mouvement anti-avortement le signe d'un rapprochement croissant entre les milieux chrétiens conservateurs et les positions d'extrême droite.

Beatrix von Storch et des associations telles que « Les chrétiens de l'AfD » peuvent ainsi jouer le rôle de trait d'union. À chaque grande manifestation organisée sous l'égide de la « Marche pour la Vie », on trouve toujours des représentant·es des églises, des acteur·rices chrétien·nes issues de la sphère politique libérale-conservatrice (y compris la CDU/CSU), et des personnes motivées uniquement par la foi sans s'affilier explicitement à un parti politique : « Ce genre d'événements ressemble toujours un peu à des réunions de famille », observe un homme « élégamment vêtu » qui, lors d'un entretien avec la journaliste Lina Dahm en marge de la « Marche pour la Vie » à Munich en 2021, se présente comme professeur de philosophie à l'université de Heiligenkreuz, en Autriche. D'après les observations de Dahm, les participant·es à cette prétendue réunion de famille étaient « fondamentalement chrétien·nes, conservateur·rices ou d'extrême droite. Certain·es sont étroitement lié·es par des réseaux, d'autres seulement par des affinités idéologiques ou par l'absence de frontières clairement définies. Certain·es affichent ouvertement leur vision du monde, d'autres préfèrent rester discrets. Certain·es jouent les personnes bienfaitrices, quand d'autres ne parviennent que partiellement à dissimuler leur misogynie⁸³. »

Pour une figure influente de la droite populiste, maintenir une présence professionnelle et durable auprès de cette clientèle hétérogène tout en restant médiatisée, continuer à développer le récit d'une origine religieuse commune et séduire les chrétien·nes (traditionnel·les) qui se retrouvent par ailleurs dans les partis du centre en termes socio-économiques et politiques, serait effectivement une stratégie combinée permettant de glisser vers le centre droit, à moyen et long terme. À l'instar de Giorgia Meloni, von Storch se présente publiquement comme une « femme, mère et chrétienne » issue d'un milieu aristocratique ancien et conservateur, incarnant des valeurs prétendument traditionnelles. Elle et les autres militant·es pro-vie

⁸² Notz, Gisela, « Die Politik fürchtet die Kirche », entretien avec la taz du 20/09/2014. <https://taz.de/Soziologin-ueber-den-Marsch-des-Lebens>.

⁸³ Dahm, Lina, « Eine schrecklich reaktionäre Familie, Gastbeitrag für Braunzone », *Antifaschistisches Infoblatt AfB* 139/2.2023 du 20/09/2023. www.antifainfoblatt.de/aib139/eine-schrecklich-reaktionaere-familie.

de ce courant bénéficiant d'un soutien financier, formel et informel, d'un réseau transnational et transatlantique.

Les liens financiers et humains entre les bailleur-euses de fonds extrémistes religieux – également qualifiés ici d'« acteurs anti-genre » –, originaires notamment des États-Unis et de Russie, mais aussi d'Europe et d'Allemagne, ont été analysés et mis au jour par Neil Datta, chercheur et secrétaire du Forum parlementaire européen, dans son étude intitulée « La partie émergée de

l'iceberg »⁸⁴. L'étude conclut que, outre les transferts de fonds provenant d'acteurs anti-genre en Russie et aux États-Unis, la plus grande part du financement anti-genre en Europe, qui représente 437,7 millions de dollars, provient d'Europe. Datta a recensé 20 fondations privées qui, à elles seules, soutiennent financièrement des mobilisations anti-genre bien spécifiques. En identifiant les sources de financement, l'auteur décrit les différents mécanismes utilisés pour mobiliser les ressources.

Quatre mécanismes de mobilisation des ressources de la droite religieuse

1) **Collectes de dons dans le cadre d'un mouvement populaire et mobilisation de « citoyen-nés engagé-es » sur les réseaux sociaux.** Les « extrémistes religieux » misent pour cela sur des pétitions et la vente de « cadeaux catholiques » proposés par le Réseau « Tradition, Famille et Propriété ». Ils et elles mobilisent également les citoyen-nés sur les réseaux sociaux « afin de placer les extrémistes religieux au centre du débat politique par le biais de nouveaux partis politiques alternatifs et d'extrême droite en Allemagne et en Espagne ».

2) **Le soutien des élites socio-économiques, en particulier de deux groupes de personnes : « Les personnes fortunées du secteur privé et les personnes issues des réseaux cléricaux-aristocratiques ».** Selon Datta, les « membres de familles aristocratiques » sont notamment « très présent-es lors des manifestations anti-genre et à des postes de direction ».

3) **L'accès à des fonds publics, par exemple dans le cadre de « services » destinés aux autorités, qui « conduisent à une désinformation des femmes concernant les options en cas de grossesse, ainsi qu'à une socialisation conservatrice des enfants et des adolescents ».** La collecte de fonds pour des mesures visant à promouvoir une « société civile conservatrice bienveillante », qui peut alors servir de base à une « diplomatie anti-genre douce » menée par l'État.

4) **La mise à disposition de moyens matériels et de plateformes par des réseaux chrétiens à des fins de mobilisation des ressources.** Bien que réparti-es selon leur confession religieuse (catholique, protestante, orthodoxe), ces acteurs et actrices dialoguent afin de parvenir, selon Datta, à un « nouvel œcuménisme conservateur, illibéral et antidémocratique ».

Source : Datta, Neil, *Die Spitze des Eisbergs. Religiös-extremistische Geldgeber gegen Menschenrechte auf Sexualität und reproduktive Gesundheit in Europa 2009-2018*, Bruxelles, 2021, p. 7.

⁸⁴ Datta, Neil, *Die Spitze des Eisbergs. Religiös-extremistische Geldgeber gegen Menschenrechte auf Sexualität und reproduktive Gesundheit in Europa 2009-2018*, Bruxelles, 2021, p. 43-74.

L'étude révèle qu'en Allemagne, la fondation « Ja zum Leben » (Oui à la vie) s'est imposée comme l'un des principaux soutiens de la fédération « One of Us Federation Deutschlands ». Cette fondation, financée par des dons, a pour objectif affiché d'aider les femmes enceintes en situation de crise. Elle soutient des centres de conseil sur la grossesse autofinancés, sans subventions publiques. L'État, affirme-t-elle, ne propose pas de conseils sur l'avortement légal. Par ailleurs, la fondation aide les enfants en situation de handicap ainsi que des projets promouvant la protection de la vie et le soutien aux familles⁸⁵. La fondation a été créée en 1988 par l'aristocrate Johanna, comtesse de Westphalie. Selon Datta, elle soutient de nombreuses « initiatives visant à saper les droits humains des femmes et les droits des personnes LGBTQI+ en Allemagne et en Autriche », ainsi que des réseaux tels que l'Alliance Defending Freedom International (ADF). L'étude identifie également une autre fondation allemande, la European Family Foundation du comte Albrecht von Brandenstein-Zeppelin, une « communauté de donateurs pour les familles » qui finance des activités promouvant l'image de la famille traditionnelle, à l'instar de l'initiative « Demo für Alle » (Manif pour tous allemande), un projet phare porté entre autres par Beatrix von Storch. Selon les recherches de Datta, l'autre cofondateur de la European Family Foundation est Hubert Liebherr, héritier de la fortune familiale Liebherr, dont le patrimoine net est estimé à 7,8 milliards d'euros. Une troisième fondation allemande est la Stiftung für Familienwerte (Fondation pour les valeurs familiales), créée à Trèves en 2008, et qui a également soutenu la « Démo für Alle ». Le conseil d'administration de la fondation compte plusieurs aristocrates et « élites économiques », parmi lesquels Hedwig von Beverfoerde, qui, avec von Storch, était également l'une des principales organisatrices de la « Demo für Alle », appartenait à la « Zivile Koalition », une plateforme de protestation en ligne,

et finance un certain nombre d'initiatives anti-genre⁸⁶.

Datta en vient à la conclusion qu'au sein du réseau européen d'activités anti-genre, la vice-présidente allemande de l'AfD, Beatrix von Storch, est principalement responsable de la « construction d'empires de la société civile et des médias sociaux par lesquels des citoyen·nes actif·ves ont été recruté·es pour soutenir les partis politiques d'extrême droite ». Par conséquent, l'étude se concentre particulièrement sur elle et son mari, Sven. Le couple a commencé à bâtir un empire des réseaux sociaux en Allemagne dès 2005 et, avec d'autres aristocrates, a fondé « Zivile Koalition », qui, cependant, avait fait l'objet d'une attention relativement faible jusqu'en 2008. Dans le sillage des protestations sociales survenues lors de la crise financière, le couple von Storch a « développé » son influence grâce à une série d'initiatives sur les réseaux sociaux qui, selon Datta, visaient à « exercer une pression politique ». S'ensuivit la création de l'organisation médiatique « alternative » « Die Freie Welt » (Le Monde libre) ainsi que de plusieurs plateformes anti-genre : « Toutes servaient à “bombarder les parlementaires de mails, principalement pour réclamer la “protection de la famille”, en plus de “critiquer l'euro”. » De ce fait, les organisations des von Storch purent « se développer en un réseau de plateformes, de sites web et d'initiatives interconnectés »⁸⁷. Les contenus abordaient « des thèmes allant de la défense des entreprises et de la propriété privée à des thèses anti-gauche, sexistes, islamophobes et xénophobes ». Selon l'étude, ces organisations agissent tels de véritables géants de la collecte de données, partageant les informations personnelles des utilisateur·rices inscrit·es sur un site internet avec d'autres organisations, afin de les contacter pour solliciter des dons. Selon Neil Datta, le couple von Storch aurait ainsi constitué « le réseau de contacts le plus vaste et le plus précis au sein de la mouvance d'extrême droite allemande », comptant plus de 100 000 utilisat·eurs.

85 Site internet de la fondation « Ja zum Leben » : <https://ja-zum-leben.de>.

86 Datta, p. 33 et suivantes.

87 *Ibid.*

teur-rices actif-ves. Beatrix von Storch est aujourd'hui la dirigeante incontestée de l'aile fondamentaliste chrétienne de l'AfD, qui représente environ un tiers du parti. Elle a pu se porter candidate aux élections européennes de 2014. Datta affirme que l'empire numérique des von Storch a joué un rôle crucial dans le succès électoral de l'AfD en 2017, année lors de laquelle 94 de ses membres ont été élu-es au Bundestag⁸⁸.

Mais quel est l'impact réel des origines aristocratiques de von Storch sur les thèmes favorisant une ligne politique de centre droit ? On peut supposer qu'une longue tradition aristocratique liée à une « mystique du sang et du sol » et qui prône, pour ainsi dire, une approche sociale allant du « haut » vers le « bas », joue un rôle dans la volonté de protéger la forêt allemande au même titre que ses gardes forestiers, ses chasseurs et les familles vivant sur leurs (anciennes) terres. Toujours est-il que les familles aristocratiques à l'instar de von Storch, en Allemagne de l'Ouest du moins, ont toujours été omniprésentes dans la presse sur papier glacé, notamment dans les publications « féminines » telles que *Frau im Spiegel*, *Gala*, etc., et ce, bien avant l'ère des réseaux sociaux. Elles ont longtemps été considérées comme des bastions du « bon vieux temps » et de l'ordre établi – et largement perçues par la population comme l'incarnation même des valeurs conservatrices.

Les sœurs mal assorties de l'extrême droite

En réalité, comparée à Giorgia Meloni et Marine Le Pen, Alice Weidel colle davantage au type 4 susmentionné des dirigeantes d'extrême droite : son apparence soignée, sa photogénie, son charisme à l'écran et sa formation universitaire semblent correspondre à ce profil. Toutefois, le politologue Benjamin Höhne soutient qu'Alice Weidel manque de charisme, affirmant que sa

« froideur » et son incapacité à fédérer par des déclarations crédibles l'empêchent d'accéder au sommet de l'AfD, parti qui aspire à être perçu comme proche du peuple et comme le défenseur des « petites gens ». De plus, les prises de position politiques de Weidel oscillent entre diatribes extrémistes et misanthropes et attitudes plus bourgeoises et conventionnelles⁸⁹.

Bien qu'Alice Weidel soit la dirigeante de l'AfD la plus médiatisée, son influence politique ne peut pas (encore) être comparée à celle de Giorgia Meloni ou de Marine Le Pen. Contrairement aux figures de proue féminines de la droite italienne et française, la coprésidente du groupe parlementaire et du parti AfD n'a pas encore gagné la tête d'une coalition de centre droit, et n'est pas non plus sur le point d'accéder à la présidence ou de prendre la tête du gouvernement. De plus, les député-es de l'AfD ne font partie ni d'une famille politique de droite, ni d'une large alliance de la droite au Parlement européen. Au contraire : au printemps 2024, alors qu'elle cherchait des alliés au sein de la droite populiste, les avances d'Alice Weidel à Marine Le Pen furent catégoriquement rejetées par cette dernière. Le Pen exigea que Weidel et ses collègues du parti prennent leurs distances par écrit avec les idées de « remigration »⁹⁰. Marine Le Pen fait référence à une réunion qui s'est tenue à Potsdam en 2024 et rassemblait des membres, entre autres, de l'AfD, de l'association WerteUnion et du « Mouvement identitaire ». Lors de cette réunion, l'activiste d'extrême droite autrichien Martin Sellner a présenté un « masterplan pour la remigration » des demandeur-es d'asile, des étranger-es et des citoyen-nes allemands « non assimilés ». Selon une enquête de *Correctiv*, une cellule internationale de journalisme d'investigation, le terme apparemment anodin de « remigration », dans le contexte de l'idéologie de la Nouvelle Droite, englobait des mesures telles que l'expulsion et/ou la déportation de personnes issues de l'immigration. Bien

⁸⁸ *Ibid.*, p. 46 et suivante.

⁸⁹ Höhne, Benjamin, « Mit ihrer Kälte torpediert Alice Weidel eine zentrale AfD-Strategie, Parteienforscher im Interview », *Focus online*, 22/02/2025. www.focus.de/politik/deutschland/parteienforscher-im-interview-weidel-ist-keine-charismatische-patriarchin.

⁹⁰ Article de presse à ce sujet : *Der Spiegel-Online*, 25/02/2024. www.spiegel.de/politik/deutschland/marine-le-pen-fordert-von-alice-weidel-dis-tanzierung-zu-remigration.

que les recherches de *Correctiv* sur la réunion aient été par la suite critiquées par certain-es spécialistes des médias conservateurs comme étant un « mélange d'affirmations factuelles et d'expressions d'opinion⁹¹ », le compte rendu de la réunion a eu un impact sur la presse internationale et a conduit à la rupture avec Le Pen. Les réactions et les procédures disciplinaires engagées par la CDU suite à la réunion de Potsdam, ainsi que le tollé national suscité par l'ingérence et le soutien apportés à l'AfD par Elon Musk, PDG de Tesla et conseiller de Trump, dans la campagne électorale allemande, confirment qu'Alice Weidel et son parti n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à nouer des alliances de centre droit en Allemagne, contrairement à l'Italie et à la France, où c'est le cas. Cela s'explique également par l'adoption des questions migratoires dans leurs campagnes par la quasi-totalité des partis démocrates lors des élections fédérales anticipées de 2024-2025.

Quels liens unissent alors la présidente de l'AfD à Meloni et à Le Pen ?

Contre-arguments historico-politiques à l'intention des citoyen·nes préoccupé·es

Le parcours politique et la carrière d'Alice Weidel sont similaires à ceux de Giorgia Meloni et de Marine Le Pen : sa socialisation politique vers la droite n'a pas surgi soudainement, ni n'a été une décision née de l'inquiétude face à l'évolution de la situation en Allemagne, mais s'est probablement fondée, elle aussi, sur des contacts biographiques noués précocement avec des penseurs et des modèles nationalistes et de droite⁹². Le rapport à l'histoire européenne et son traitement, en particulier, au national-socialisme et au fascisme, jouent un rôle crucial. À l'instar de Meloni et de

Le Pen, des éléments idéologiques d'extrême droite transparaissent clairement chez Alice Weidel. Cela se manifeste tant par des remarques explicites sur l'histoire elle-même que par des omissions. Dans son ouvrage à vocation politique *Widerworte (Réfutations)*, ses arguments politiques sont systématiquement étayés par des références à l'histoire allemande. Toutefois, aucune analyse critique de l'ère nazie n'y est proposée. Au contraire, ses interprétations de l'histoire mettent l'accent sur le statut de victime de l'Allemagne lors des deux guerres mondiales⁹³.

Il est étonnant qu'une femme née en 1979, ayant terminé ses études secondaires en étant la meilleure élève de son lycée, puisse opérer un tel renversement des rôles de bourreau et de victime dans ce langage si singulier qui, dans une telle simplicité, n'aurait même pas été défendu par les théoriciens conservateurs du totalitarisme, dans le canon intellectuel allemand de l'éducation depuis la querelle des historien·nes de 1989-1990.

Bien qu'elle possède un diplôme universitaire largement supérieur à ceux de Meloni et de Le Pen – un doctorat –, ses arguments ne témoignent pas de la capacité, acquise par la recherche, à élaborer une position ou des recommandations personnelles à partir d'une réflexion discursive et critique sur des problèmes, avec la littérature et des sources. Ignorant les faits et les dernières recherches en histoire et en sciences sociales, ses publications se nourrissent de références à des personnalités connues (*name dropping*) ainsi que d'une connaissance historique superficielle. Ces tentatives d'interprétations historiques s'inscrivent ainsi dans la tradition des auteurs de la Nouvelle Droite des années 1990, tels Rainer Zitelmann (*Hitler, un socialiste révolutionnaire*) ou Armin Mohler, qui, sous le titre *Révolution conservatrice*, a tenté de canoniser les

91 Voir : Bensmann, Marcus, « Correctiv: Niemand kann sagen, er hätte es nicht gewusst. Die ungeheuerlichen Pläne der AfD », Berlin, 2024 et Stibi, Benjamin, « Ein Jahr danach. Was vom „Correctiv“-Bericht übriggeblieben ist », *Die Welt*, 13 janvier 2025. www.welt.de/politik/deutschland/plus255091998/Ein-Jahr-danach-Was-vom-Correctiv-Bericht-uebrig-bleibt.html.

92 Alice Weidel entretient actuellement le silence ou fait preuve de rejet concernant l'histoire de son grand-père Hans Weidel, membre du NS-DAP, de la Waffen-SS et juge militaire. Elle nie toute proximité idéologique ou personnelle avec son grand-père, et il ne faudrait pas en tirer de conclusions hâtives. Weidel partage cette culture du silence avec la majorité des familles allemandes lorsqu'il s'agit de l'implication de leurs ancêtres dans le nazisme. Voir à ce sujet l'étude de Harald Welzer, Karoline Tschuggnall et Sabine Moller, « Opa war kein Nazi ». *Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*, Francfort sur le Main, 2002.

93 Alice Weidel, p. 12.

mouvements de droite du XXe siècle et de les distinguer du national-socialisme⁹⁴. L'affirmation de Weidel selon laquelle elle suivrait une « histoire économique du dogme » (un terme non établi dans les études historiques), selon laquelle « Staline et Hitler étaient frères d'esprit », « l'Holocauste fait partie de l'histoire du socialisme » et « Hitler était de gauche », démontre la réinterprétation populiste de droite du canon littéraire de la « vieille » Nouvelle Droite et de la « Révolution conservatrice » pendant la campagne électorale⁹⁵. D'un point de vue historico-politique, il ne devrait être envisageable ni pour Marine Le Pen ni pour Giorgia Meloni de s'engager publiquement dans des débats de solidarité avec Alice Weidel et l'AfD, car il est essentiel de bien dissocier la collaboration française et l'histoire du fascisme en Italie de tout contexte national-socialiste, même s'il existe de nombreux points communs avec les programmes avec l'AfD, tels le démantèlement national de l'Europe et un durcissement de la politique migratoire. Néanmoins, le point commun réside dans les différences : le rapport d'Alice Weidel à l'histoire semble tout aussi ambivalent que celui de Meloni et de Le Pen. L'appel au repli national et au patriotisme exacerbé se mêle à la revendication d'un nouveau récit historique dominant. Le recours à l'histoire n'est employé que lorsqu'il est nécessaire de mobiliser un auditoire. Dans l'arène des débats parlementaires, lorsque les droits humains et fondamentaux sont présentés comme des leçons du passé, une forme d'amnésie historique se manifeste. Pour la politologue Anna Vogel, c'est dans les déclarations politico-historiques que l'on voit le plus clairement comment sont repoussées « les limites de ce qui peut être dit dans le discours public ». Elle cite un discours prononcé par Björn Höcke en janvier 2017, lors duquel il qualifiait le mémorial de l'Holocauste de Berlin de « mémorial de la honte »⁹⁶. Bien qu'Alice Weidel ait exprimé du scepticisme

à l'égard de l'extrémiste de droite Höcke en 2015, elle en arrive désormais à la conclusion suivante : « C'est un très bon candidat et il fait un excellent travail⁹⁷. »

Le danger des récits historiques ou des omissions présentés par Meloni, Le Pen et Weidel réside dans le fait que les médias, qu'il s'agisse de débats télévisés, de la presse ou des réseaux sociaux, ne font aucun effort pour identifier correctement ces récits de post-vérité, exiger la rectification des omissions ou sensibiliser le public à la distorsion de l'histoire et à ses conséquences. Il faut bien plus que trois minutes de recherche et une courte vidéo pour établir l'exactitude et la clarté des faits. Les influenceur-ses d'extrême droite en sont conscients et exploitent cette faille, car ils ont plus de chances d'échapper à toute contestation lorsqu'ils recourent à des récits historiques.

Protection des femmes, « absurdités du genre » et sexisme ethnique

Un autre lien idéologique entre Meloni, Le Pen et les figures influentes de l'extrême droite de l'AfD réside dans l'antiféminisme, inscrit dans un fémonationalisme politique. Les attitudes antiféministes, la misogynie, l'homophobie et le sexisme sont particulièrement visibles dans le populisme de droite et l'extrême droite allemands, notamment sous la forme d'un anti-genrisme reposant sur l'affirmation que les êtres humains sont binaires et qu'il n'existe que deux sexes biologiques. Ce faisant, l'« instrumentalisation des rôles de genre traditionnels et des structures familiales hétéronormatives » s'inscrit dans le cadre d'une idéologie « mince » (*thin-centered*) et d'une « critique des élites » du populisme de droite : « Dans cette perspective, les positions sociales au sein de la société sont attribuées en fonction du genre. Les arguments et modèles biologiques y servent de référence. Les écarts

94 Voir : Pfahl-Traughber, p.41-53.

95 Weidel, Alice, « „Adolf Hitler war ein Linker“ – Alice Weidel en entretien avec Nikolaus Blome », 01/09/2025, ntv, sur www.youtube.com.

96 Vogel, Anna, *Rechtspopulismus in den sozialen Medien. Eine Fallstudie zu Donald J. Trumps Twitter-Kommunikation*, Thèse en cours de publication, Bonn, 2025, p. 47.

97 Alice Weidel en entretien, « Weidel : AfD geht gegen „albernes“ Höcke-Urteil in Berufung », *ntv-Nachrichten*, sur www.youtube.com.

par rapport à ces comportements et identités définis comme naturels, tels que les personnes trans, non binaires ou queer, sont, au contraire, perçus comme contre nature et considérés comme un fléau à combattre⁹⁸. »

Au sein des parlements, des plateaux télévisés et des réseaux sociaux, l'antiféminisme des influenceur·ses et personnalités politiques d'extrême droite se manifeste par un rejet véhément des mesures d'égalité, du féminisme intersectionnel, et de la déconstruction du genre qui les sous-tend. Ce rejet s'étend des accusations répétées de « dévalorisation » de la langue allemande par le langage inclusif à la diffamation des études féministes et de genre, en passant par le rejet d'une éducation sexuelle pluraliste, notamment en matière de droits familiaux et reproductifs. C'est précisément le lien entre l'antiféminisme, le racisme et la haine de certains groupes qui est mis en avant auprès des citoyen·nes préoccupé·es. L'image de l'« étranger agressif », ce jeune musulman aux pulsions débridées de la nuit de la Saint-Sylvestre 2015 à Cologne, contre lequel il faudrait protéger la « femme allemande », est particulièrement frappante⁹⁹. L'islamophobie et le sexisme sont particulièrement évidents dans l'image de la « fille voilée »¹⁰⁰, dépeinte comme un être opprimé, illettré et impossible à intégrer. Le voile est ici le symbole de la « trahison » des acquis des anciens mouvements féministes, de l'ancien féminisme blanc qui a obtenu au niveau national l'égalité des droits entre les hommes et les femmes occidentaux en Allemagne : ces deux images, sans cesse convoquées, vont bien au-delà, dans leur xénophobie collective, d'une « préférence » pour les « natifs » et les familles traditionnelles allemandes par rapport aux « étrangers », ce que certain·es électeurs et électrices

pourraient souhaiter¹⁰¹.

Alice Weidel repousse sans cesse les limites de ce qui peut être dit. Dans ce contexte, c'est surtout sa déclaration prononcée lors d'un discours devant le Bundestag allemand en 2019 qui a fait grand bruit : « Les burkas, les filles voilées, les agresseurs au couteau entretenus par l'État et autres bons à rien ne préserveront pas notre prospérité, ni la croissance économique, et encore moins l'État-providence¹⁰². ».

Le programme électoral de l'AfD ne fait aucune distinction entre réfugié·es, migrant·es ou citoyen·nes issu·es de l'immigration : le mot « étranger » domine, souvent associé dans les discours aux thèmes de l'illégalité, de la criminalité et des allocations familiales versées à l'étranger¹⁰³.

À partir de l'analyse des activités sur les réseaux sociaux de figures politiques de l'AfD, la jeune chercheuse Leonie Herz démontre que l'ethnicisation du sexisme est systématiquement liée à la question migratoire. Les campagnes exploitant ce lien sexiste s'intensifient particulièrement à l'approche de journées politiques dédiées aux femmes, telles que la Journée internationale des droits des femmes du 18 mars ou la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre. Sous couvert de protéger les femmes d'une « misogynie islamique importée », les violences sexuelles, la misogynie et le sexisme sont présentés comme un « problème généralement masculin et musulman ». Les publications sur les réseaux s'appuient sur le récit dominant selon lequel la « misogynie » n'apparaît que lorsque l'immigration est autorisée, et qu'elle est associée à l'islam. Beatrix von Storch, par exemple, publie régulièrement des messages sur les « violences importées contre les femmes ». D'après

98 Herz, Leonie, *Antifeministische Diskurse der Alternative für Deutschland (AfD) in den sozialen Medien. Eine kritische Analyse*, mémoire de licence primé, à paraître, Bonn, 2025, p. 15 et suivantes.

99 *Ibid.*

100 Voir : Müller-Neuhoff, « Kopftuchmädchen und biologische Bomben ».

101 Herz, p. 17 et suivantes, et voir : « Alice Weidel im Bundestag „Kopftuchmädchen und andere Taugenichtse“, DER SPIEGEL sur Youtube, 17/05/2018. www.youtube.com/watch?v=ZEGj1T0pnR0.

102 « Alice Weidel im Bundestag „Kopftuchmädchen und andere Taugenichtse“ », DER SPIEGEL sur Youtube, 17/05/2018. www.youtube.com/watch?v=ZEGj1T0pnR0.

103 Voir : AfD, *Zeit für Deutschland. Programm der Alternative für Deutschland für die Wahl zum 21. Deutschen Bundestag verabschiedet am 11. und 12. Januar 2025 in Riesa*, p. 100-111.

Herz, l'ethnosexisme est un élément encore plus central de sa stratégie sur les réseaux sociaux que le fémonationalisme¹⁰⁴.

Parmi les figures influentes de l'extrême droite allemande, le féminisme nationaliste de l'AfD est incarné de façon remarquable par la juriste et députée Mariana Iris Harder-Kühnel, porte-parole historique du parti pour les questions familiales. D'après sa page Wikipédia, elle correspond également au profil de type 4 des dirigeantes d'extrême droite : toujours mise en valeur sur les photos, elle a débuté sa carrière juridique dans de grands cabinets d'audit, elle est mariée, mère de trois enfants et catholique pratiquante. Lors du débat au Bundestag sur la Journée internationale des droits des femmes de 2023, elle a déclaré dans son discours que malgré ses « racines socialistes », les objectifs initiaux de cette Journée étaient justes, mais que celle-ci était « désormais obsolète ». Elle a affirmé que les femmes étaient « égales » et que la Journée internationale des droits des femmes était « instrumentalisée » par la gauche à des fins de politique identitaire et « de plus en plus pour la propagande transgenre ». Le bien-être des femmes ne résiderait pas dans les « absurdités du genre » ni dans une politique étrangère féministe : « L'expulsion, la sécurisation des frontières, la punition des violeurs avec toute la rigueur de la loi, voilà le plus beau cadeau que l'on puisse faire aux femmes en Allemagne pour la Journée internationale des droits des femmes¹⁰⁵. »

Conclusion

Nous constatons depuis des années que les figures féminines de proue de l'AfD tirent sur les cordes du conservatisme allemand et du centre chrétien. D'un côté, elles adoptent une rhétorique agressive et des confrontations tendues avec la CDU et l'Union lors de séances parlementaires publiques. De l'autre, elles tissent des

liens informels avec les démocrates-chrétiens sous couvert de valeurs et de problématiques prétendument « partagées » au sein de la société civile. Cette stratégie empêche toujours la formation de larges alliances de centre droit comme celles observées en Italie et en France. Par ailleurs, la démocratie allemande subit elle aussi une pression extrême depuis des années.

D'après le chercheur Daniel Mullis, les dirigeant·es de l'AfD ont graduellement poussé vers la droite « ce qui peut être pensé et dit » par des « transgressions et provocations constantes », au parlement fédéral et dans les Länder. Le fait que les partis de l'Union « s'y soient aventurés avec inconscience et complaisance » a favorisé cette « normalisation ». Pour Mullis, c'est un signe de la « régression du centre » en Allemagne¹⁰⁶. En période de campagne électorale, dans les discours individuels au Bundestag, dans le conflit politique entre les principaux « partis populaires » chrétiens-conservateurs et les progressistes de gauche, cela peut effectivement s'observer : la campagne électorale de la CDU sur la politique migratoire, qui a offert aux citoyens préoccupés une promesse d'approbation en 2025, en témoigne. Toutefois, en ce qui concerne les questions politiques touchant aux droits fondamentaux, aux droits des femmes et aux droits humains, il convient de noter, comme en Italie, que le conservatisme (chrétien) allemand s'enracine dans les notions de responsabilité démocratique, humanitaire et sociale. La compassion et la charité (avec l'asile religieux) sont clairement privilégiées comme cadres d'interprétation de l'ordre démocratique libéral – comme en témoigne l'accueil de réfugié·es syrien·es par la chancelière Angela Merkel en 2015. Les tendances nationalistes et d'extrême droite sont également combattues activement par les démocrates conservateurs, et une grande partie des démocrates-chrétiens insistent sur le maintien d'un rempart contre l'AfD au sein du parlementarisme¹⁰⁷.

¹⁰⁴ Herz, p. 34 et suivante.

¹⁰⁵ Deutscher Bundestag (éd.), *Dokumentation der vereinbarten Debatte zum Internationalen Frauentag*, 17/03/2023. www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2023. Et voir : Herz, p. 34.

¹⁰⁶ Mullis, Daniel, *Der Aufstieg der Rechten in Krisenzeiten. Die Regression der Mitte*, Bonn, 2024, p. 118.

¹⁰⁷ Des associations lancent un appel à la CDU : « Stehen Sie zu Ihren christlichen Werten », *Tagesschau-Redaktion online* (éd.), article du 03/02/2025. www.tagesschau.de/inland/bundestagswahl/kritik-verbaende-cdu.

L'Europe a besoin de stratégies de défense adaptées

Derrière chaque influenceuse politique issue des mouvements populistes de droite et d'extrême droite remportant des succès électoraux en Europe, ne se cache pas un phénomène nouveau, ouvrant un nouveau chapitre de l'histoire de l'émancipation moderne, par exemple en présentant des femmes cheffes d'État. Nos réflexions nous amènent à conclure que les dirigeantes d'extrême droite actuelles sont issues d'élites politiques et économiques plutôt traditionnelles et qu'elles s'inscrivent intellectuellement dans la lignée de la vieille droite, de la révolution conservatrice ou du fondamentalisme chrétien. Le fait qu'elles repoussent, sur la base d'idées d'extrême droite, les limites de ce qui est acceptable dans les démocraties, trouve également des précédents dans leurs parcours politiques. Ce qui est nouveau toutefois, c'est la manière dont elles se mettent en scène dans la sphère médiatique, désormais plus diversifiée, en s'adaptant à une culture pop en pleine mutation : elles s'y présentent en femmes carriéristes photogéniques, en mères dévouées et chrétiennes républicaines qui, avec un sens de l'État, une rhétorique sensationnelle et de grandes promesses, sortent le pays de toutes les crises et placent la nation, le peuple, la famille et les acquis sociaux au sommet de tous les intérêts politiques. Une autre nouveauté réside dans la souplesse politique dont elles font preuve pour se rapprocher du centre et gagner des électrices (fémonationalisme), souplesse qu'elles n'ont pratiquement plus besoin de justifier auprès de leurs collègues masculins du parti ni face aux mouvements d'extrême droite. Leurs taux de popularité sur les réseaux sociaux sont trop élevés et, télégéniques et influentes qu'elles sont, elles ont été et sont encore trop souvent invitées dans les talk-shows. L'exemple de la France a montré qu'il est possible, en recourant à un instrument

démocratique solide, d'empêcher dans un premier temps l'accession apparemment inévitable de Marine Le Pen à la présidence, alors même qu'elle semble avoir atteint le sommet de son pouvoir de mobilisation électorale. De même, les propositions législatives de Giorgia Meloni se heurtent aux limites de la séparation des pouvoirs. Par conséquent, un renforcement juridique de la séparation des pouvoirs, tant au niveau national qu'europpéen, peut constituer un rempart efficace contre les dirigeant-es charismatiques et les populistes de droite.

Organiser la démocratie de façon professionnelle et permanente sur les réseaux sociaux

Les personnalités influentes d'extrême droite et les populistes de droite en Europe maîtrisent l'art du militantisme politique et se distinguent par des stratégies de communication efficaces sur les réseaux sociaux. Elles ont compris le fort potentiel mobilisateur de l'antiféminisme et de l'antigenrisme. Il n'est pas rare qu'elles abordent le fémonationalisme directement, de femme à femme. Parallèlement, elles publient des posts et des vidéos à l'esthétique soignée sur des plateformes où l'utilisateur-riche peut consommer « en toute tranquillité » et sans « ingérence éditoriale » de la part de journalistes critiques, des contenus franchissant les limites ou diffusant de fausses informations. Elles s'appuient sur les fantasmes infantiles de toute-puissance et de princesse de jeunes gens en proie à l'insécurité, qui réagissent à des crises multiples par un sentiment d'impuissance, parfois accompagné d'agressivité intérieure comme extérieure. Sur TikTok, Instagram et autres plateformes, elles intègrent leur message anti-genre aux formats

tendance destinés aux jeunes, comme la glorification de modes de vie passésistes à travers des vidéos de cuisine, de ménage et de mode publiées par les influenceuses se faisant appeler « Trad Wives », ou encore le coaching de vie destiné aux hommes pour qu'ils retrouvent leur position dominante face au « sexe faible ». Leur charisme, nourri par leur féminité, leur réussite et leur beauté, combiné à leur rhétorique radicale et énergique, fait d'elles des stars du cirque médiatique des vidéos courtes et percutantes.

S'agissant notamment de TikTok, la plateforme la plus importante pour les jeunes générations, il est désormais crucial d'assurer une maîtrise du discours démocratique et porteuse d'avenir – notamment en matière de genre. Les guerres culturelles autour des revendications féministes comportent toujours une forte dimension générationnelle et socio-économique, qui s'étend même aux clivages entre villes et campagnes. L'une des missions du féminisme et des politiques de genre consiste à engager un dialogue démocratique pour chacune de ces dimensions, tout en renforçant de manière ciblée les alliances fondées sur le plus petit dénominateur commun. Une amélioration juridique visant à garantir l'égalité des genres dans les environnements de vie et de travail, ainsi qu'une bonne politique migratoire, conforme à la Charte internationale des droits humains, peuvent effectivement réduire, voire prévenir, les divisions au sein de la société. La dégradation financière et politique des acteurs-rices de la société civile et de l'éducation civique dans la lutte contre l'extrême droite, telle qu'elle est actuellement débattue et en partie déjà mise en œuvre par les partis démocratiques au Bundestag allemand, peut avoir des conséquences désastreuses.

Dans l'optique des générations futures et sur le plan de la communication politique, les messages des partis progressistes doivent être diffusés plus efficacement et plus rapidement, notamment pour toucher et fédérer les jeunes femmes (issues de l'immigration ou non). Forts d'un plaidoyer politique et médiatique en faveur d'une égalité pleine et entière, de l'accès aux

opportunités socio-économiques, de la parité parlementaire et de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique), ces partis pourraient bien devenir les piliers les plus importants des démocraties européennes de demain.

Protéger la presse indépendante et le journalisme critique

Il est également important de garantir un plus grand nombre de médias indépendants, car l'exemple français montre qu'une forte concentration des médias entre les mains de quelques industriels peut entraîner la diffusion de l'idéologie d'extrême droite dans de nombreux médias. La France présente aujourd'hui cette spécificité : 90 % des quotidiens nationaux et toutes les chaînes de télévision privées appartiennent à sept grands groupes industriels et financiers dont les intérêts ne se situent pas dans le secteur des médias. Le cas de Vincent Bolloré, industriel devenu magnat des médias en quinze ans, est préoccupant. Il ne cache pas son intention d'imposer une idéologie d'extrême droite à ses rédactions. Par exemple, il a utilisé sa chaîne d'information en continu CNews afin de promouvoir la candidature de l'essayiste d'extrême droite Eric Zemmour à l'élection présidentielle de 2022, un homme condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale. Ces dernières années ont également été marquées par de nombreuses attaques judiciaires contre des journalistes. Des hommes d'affaires (dont Vincent Bolloré) ont lancé une avalanche de poursuites suite à la publication d'enquêtes journalistiques, contraignant des médias financièrement fragiles à supporter des frais de justice et d'avocats considérables¹⁰⁸. La France présente une autre particularité : sa presse est la plus fortement subventionnée par l'État en Europe. L'État consacre plus d'un milliard d'euros aux aides directes et indirectes à la presse. Toutefois, ce système de subventions pu-

¹⁰⁸ Voir : « L'invasion migratoire, la destruction de l'école et les folies wokistes ne laissent derrière elles qu'un champ de ruines. Le discours d'Eric Zemmour à Budapest », vidéo sur <https://www.cnews.fr/monde/2025-03-10/linvasion-migratoire-la-destruction-de-lecole-et-les-folies-wokistes-ne-laissent>.

bliques est critiqué depuis longtemps. Son inefficacité, les distorsions de concurrence qu'il engendre, le manque de transparence des critères d'attribution et les difficultés qui en découlent pour les nouveaux entrants sur le marché, ainsi que son manque de soutien à l'innovation, ont été maintes fois soulignés.

Tirer des leçons de ses propres erreurs : vers une autocritique progressive

Les partis progressistes et les mouvements féministes devraient se lancer dans l'autocritique : ont-ils toujours su répondre aux préoccupations de la majorité des femmes ? Les électrices sont de plus en plus réceptives à la rhétorique d'extrême droite. Aux élections fédérales de 2025, l'AfD a doublé son score auprès des électrices, passant de 8 % à 17 %. La CDU a obtenu 27 % des voix, tandis que le SPD a perdu 9 % de ce vote par rapport à 2021. Actuellement, en Allemagne, l'AfD recueille nettement plus de votes masculins que féminins, mais cet écart pourrait bientôt se réduire. La polarisation politique chez les moins de 24 ans, où les femmes votent pour les partis de gauche et les hommes pour l'AfD, est particulièrement inquiétante.

En France, les sondages montrent que la moitié des Françaises considèrent Marine Le Pen comme féministe et que, pour la majorité des électrices, le sexisme n'est pas la principale préoccupation, mais plutôt les questions de pouvoir d'achat. Ce constat se reflète également dans la disparition de l'écart entre les sexes associé à l'extrême droite. Nombre de femmes travaillent dans les services et les soins et peinent à joindre les deux bouts, tant financièrement que socialement. Ce point précis était abordé dans un manifeste publié il y a six ans, intitulé « Le féminisme pour les 99 % ». Trois professeures, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser et Cinzia Arruzza, y plaidaient pour des conditions de vie et de travail équitables pour toutes les femmes, et non pas seulement pour une poignée de femmes

diplômées et carriéristes¹⁰⁹.

Il est possible que la couverture médiatique de certaines revendications féministes (comme le langage inclusif) et la distorsion qui en résulte aient également contribué au sentiment, partagé par de nombreuses femmes, que leurs problèmes ne sont ni vus ni reconnus. Sur le fond, les partis progressistes devraient davantage insister sur les questions sociales et de répartition des richesses (égalité des chances et accès équitable à l'éducation, pauvreté, travail des jeunes, bas salaires dans le secteur des soins) et, surtout, promouvoir et développer le travail des jeunes localement. Se concentrer sur la classe moyenne active est important, mais insuffisant. Globalement, il est nécessaire de construire un récit ancré dans la réalité et sensible à la pauvreté, un récit qui témoigne d'un intérêt sincère pour les angoisses futures et qui propose une vision réaliste d'un progrès durable. Les jeunes issues de l'immigration, fortes de leurs connaissances culturelles et post-migratoires, et potentiellement de leur multilinguisme, devraient être mises à profit pour renforcer les sociétés démocratiques. Pour cela, ils et elles ont besoin d'espaces exempts de discrimination et de véritables opportunités. Si les partis les invitent à participer à la vie politique au-delà de simples déclarations d'intention et de quotas, et à grande échelle, ils peuvent renforcer la démocratie de l'intérieur et de l'extérieur, contribuant à la cohésion sociale, au développement économique de l'Allemagne et de l'Europe, en tant que bâtisseur·ses de ponts (de connaissances) vers de nombreux pays du monde. Cela nécessite une remise en question régulière de nos propres structures et de nos pratiques formelles et informelles, ainsi qu'une ouverture encore plus grande des hiérarchies¹¹⁰. Une procédure efficace et transparente permettant une naturalisation rapide en Allemagne, pays d'accueil, pourrait également contribuer à faire comprendre aux extrémistes de droite à quel point l'État et la démocratie sont indissociables des droits fondamentaux et des droits humains, et par là même, des droits des femmes.

¹⁰⁹ Arruzza, Cinzia, Bhattacharya, Tithi et Fraser, Nancy, *Feminismus für die 99%. Ein Manifest*, 2e édition, Berlin, 2019.

¹¹⁰ Des propositions concrètes ont déjà été formulées dans : Haag, Hanna, Kollmorgen, Raj, *Demokratie braucht Demokratinnen. Barrieren der politischen Kultur für Frauenkarrieren in Politik und Gewerkschaften – und Ansätze für ihre Veränderung*, éd. Stefanie Elies et Ursula Bitzegeio, pour le compte de la Fondation Friedrich Ebert, Bonn, 2019. <https://collections.fes.de/publikationen/ident/fes/17072>.

Bibliographie

- Arruza, Cinzia, Bhattacharya, Tithi, Fraser, Nancy, *Feminismus für die 99%. Ein Manifest*, 2e éd., Matthes & Seitz Berlin, 2019.
- Bahners, Patrick, *Die Wiederkehr. Die AfD und der neue deutsche Nationalismus*, Stuttgart, 2023.
- Bensmann, Marcus, Correctiv: *Niemand kann sagen, er hätte es nicht gewusst. Die ungeheuerlichen Pläne der AfD*, Berlin, 2024.
- Bitzan, Renate, « Kann es einen „Feminismus von rechts“ geben? », entretien sur les résultats de ses recherches, daté du 29 janvier 2014. bpb.de/themen/rechtsextremismus/dossier.
- Brandl, Luisa, Ritter, Andrea, « Wenn Italien wackelt, schwankt die EU: Darum ist Giorgia Meloni die gefährlichste Frau Europas », *Stern*, 25/09/2022.
- Claus, Robert, *Maskulismus*, soutenu par la Fondation Friedrich Ebert, Berlin, 2014.
- Crouch, Colin, *Postdemokratie revisited*, Berlin, 2021.
- Dahm, Lina, « Eine schrecklich reaktionäre Familie », article rédigé pour Braunzone, bulletin d'information antifasciste AfB, 139/2.2023 du 20/09/2023. www.antifainfoblatt.de/aib139/eine-schrecklich-reaktionaere-familie.
- Data, Neil, *Die Spitze des Eisbergs. Religiös-extremistische Geldgeber gegen Menschenrechte auf Sexualität und reproduktive Gesundheit in Europa 2009-2018*, Bruxelles, 2021.
- Della Sudda, Magali, *Les nouvelles femmes de droite*, Hors d'atteinte, 2022.
- Eco, Umberto, Saviano, Robert et al., *Der ewige Faschismus*, Munich, 2020.
- Eltchaninoff, Michel, « Le RN est-il encore d'extrême droite ? », *Philosophie Magazine*, 04/07/2024.
- Falter, Jürgen W, « Wer verhalf der NSDAP zum Sieg? Neuere Forschungsergebnisse zum politischen und sozialen Hintergrund der NSDAP-Wähler 1924-1933 », *Aus Politik und Zeitgeschichte (APuZ)*, 28-29 (1979), édition en ligne de l'Agence fédérale pour l'éducation civique allemande (bpb), www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/archiv/531298.
- Feldbauer, Gerhard, *Giorgia Meloni und der italienische Faschismus*, Cologne, 2023.
- Feltri, Stefano, *Eine brüchige Macht. Giorgia Meloni und die neue Rechte. Ein Jahr nach der Macht*, éd. Friedrich-Ebert-Stiftung, Rome, 2023.
- Feo, Francesca, Lavizzari, Anna, *Triumph der Frauen. Das weibliche Antlitz des Rechtspopulismus und -extremismus in ausgewählten Ländern 06, Fallstudie Italien*, Berlin, 2021.
- Goetz, Anja, « Gibt es einen „rechtsextremen Feminismus“ in Deutschland. Eine Analyse anhand ausgewählter rechtsextremer Frauengruppen in der Bundesrepublik Deutschland », Harriet Taylor Mill-Institut für Ökonomie und Geschlechterfragen, Disc. Paper 27, 07/2015.
- Grimm, Markus K., *Die problematische Neuerfindung der italienischen Rechten. Die Alleanza Nazionale und ihr Weg in die Mitte*, Wiesbaden, 2016.
- Gutsche, Elisa (éd.), *Triumph der Frauen, The Female Face of the Far Right in Europe*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2018. <https://collections.fes.de/publikationen/download/pdf/459962>
- Haag, Hanna, Kollmorgen, Raj, *Demokratie braucht Demokratinnen. Barrieren der politischen Kultur für Frauenkarrieren in Politik und Gewerkschaften – und Ansätze für ihre Veränderung*, éd. par Stefanie Elis et Ursula Bitzegeio pour le compte de la fondation Friedrich Ebert, Bonn, 2019.
- Henninger, Anette, Birsil, Ursula (éd.), *Antifeminismen. „Krisen“-Diskurse mit gesellschaftlichem Potential?*, Bielefeld, 2021.
- Herz, Leonie, *Antifeministische Diskurse der Alternative für Deutschland (AfD) in den sozialen Medien. Eine kritische Analyse*, Bonn, 2025, mémoire de licence primé, à paraître, Bonn, 2025.
- Höhne, Benjamin, « Mit ihrer Kälte torpediert Alice Weidel eine zentrale AfD-Strategie, Parteienforscher im Interview », *Focus online*, 22/02/2025. www.focus.de/politik/deutschland/parteienforscher-im-interview-weidel-ist-keine-charismatische-patriarchin.
- Joeres, Annika, « Die Wahl der Frauen. Eine Analyse », *Die Zeit Online*, 18 avril 2022. www.zeit.de/politik/ausland/2022-04/marine-le-pen-praesidentschaftswahl-frankreich-wahlkampf-frauen.
- Köhler, Gerhard, Klein, Ansgar, « Politische Theorien des 19. Jahrhunderts », in: Hans J. Lieber (éd.), *Politische Theorien von der Antike bis zur Gegenwart*, Wiesbaden, 2000.
- Kühntopp, Carsten, « Meloni bei Trump. Lob, Schmeicheleien und demonstrative Zuversicht », *ARD Washington*, 18/04/2025. www.tagesschau.de/ausland/amerika/trump-meloni.
- Le Pen, Marine, *À contre flots. Autobiographie*, Paris, 2011.
- Le Pen, Marine, « Un référendum pour sortir de la crise migratoire », 13/01/2016. www.lopinion.fr/politique/marine-le-pen-un-referendum-pour-sortir-de-la-crise-migratoire.
- Mahnke, Lisa, « Wahltrend in Frankreich. Auch Frauen unterstützen den Rechtsruck », *Frankfurter Rundschau Online*, 24/06/2024.
- Marano, Massimo, « „Ich bin Giorgia, ich bin eine Frau, ich bin eine Mutter, ich bin Italienerin, ich bin Christin.“ », 15 janvier 2023, in *Telepolis*. www.telepolis.de.
- Mau, Stefan, Lux, Thomas et Westheuser, Linus, *Triggerpunkte. Konsens und Konflikt in der Gegenwartsgesellschaft*, Berlin, 2024.

Mayer, Nonna, *Sur les femmes et le vote d'extrême droite*, 10/01/2023. www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/actualites/nonnamayer-sur-les-femmes-et-le-vote-d-extreme-droite.

Meloni, Giorgia, *Io sono Giorgia. Le mie radici le mie idee*, Rome, 2021.

Braun, Michael, « Ein Jahr Meloni. Die disziplinierte Populistin », *die Tageszeitung*, 24/09/2023.

Morelle, Aquilino, *La parabole des aveugles. Marine Le Pen aux portes de l'Élysée*, Paris, 2023.

Müller-Neuhoff, Jost, « Kopftuchmädchen und biologische Bomben. Was Sarrazin und die NPD verbindet », *Tagesspiegel online*, 21/04/2013.

Mullis, Daniel, *Der Aufstieg der Rechten in Krisenzeiten. Die Regression der Mitte*, Bonn, 2024.

Murgia, Michaela, *Faschist werden: Eine Anleitung*, Berlin, 2019.

Notz, Gisela, *Kritik des Familismus. Theorie und soziale Realität eines ideologischen Gemäldes*, Stuttgart, 2015.

Pfahl-Traughber, Armin, *Intellektuelle Rechtsextremisten. Das Gefahrenpotenzial der Neuen Rechten*, Bonn, 2022.

Reisen, Helmut, « Präsidentschaftswahl zeigt Frankreichs Spaltung », *Ökonomische Trends*, 102 (2022) 5, p. 408-410.

Rüther, Daniela, *Die Sexbesessenheit der AfD. Rechte im „Genderwahn“*, Bonn, 2025.

Schläger, Catrina, Engels, Jan Niklas et Loew, Nicole, *Analyse der Bundestagswahl 2025. Eine harte Niederlage mit einer doppelten Herausforderung für die Sozialdemokratie*, Berlin, 2025.

Steinberg, Stefan, « Rassistische Pogrome begleiten Berlusconi Amtsantritt », *World Socialist Web Site*, 27/05/2008.

Stibi, Benjamin, « Ein Jahr danach. Was vom „Correctiv“-Bericht übriggeblieben ist », *Die Welt*, 13 janvier 2025. www.welt.de/politik/deutschland/plus255091998/Ein-Jahr-danach-Was-vom-Correctiv-Bericht-uebrig-bleibt.html.

Tahri, Kenza, « Marine le Pen et les droits des femmes. Le risque d'une marche arrière forcée. www.lagrandeconversation.com/politique/marine-le-pen-et-les-droits-des-femmes-le-risque-dune-marche-arriere-forcee.

Ventura, Sofia, *Giorgia Meloni und ihre Partei Fratelli d'Italia. Eine personalisierte Partei zwischen rechtsextrem und rechtsradikal*, éd. Friedrich-Ebert-Stiftung, Rome, 2022.

Vogel, Anna, *Rechtspopulismus in den sozialen Medien. Eine Fallstudie zu Donald J. Trumps Twitter-Kommunikation*, thèse à paraître, Bonn, 2025.

Walter, Kay, « Italien: Was droht, wenn Mussolini-Fan Meloni Regierungschefin wird? », *Vorwärts-online*, 27 septembre 2022.

Weidel, Alice, *Widerworte. Gedanken über Deutschland*, 4e éd., Kulmbach, 2023.

Welzer, Harald, Tschuggnall, Karoline et Moller, Sabine, « Opa war kein Nazi ». *Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*, Frankfurt sur le Main, 2002.

Wichterich, Christa, « Die antifeministische Internationale », *Blätter für deutsche und internationale Politik* (2019) 2.

Les autrices

Cécile Calla travaille en tant que journaliste et autrice indépendante et vit à Berlin. Elle écrit pour des médias français et allemands et est membre du Réseau des autrices francophones de Berlin. Auparavant, elle était rédactrice en cheffe du magazine franco-allemand « ParisBerlin » (2012-2015) et correspondante du quotidien *Le Monde* (2007-2010).

Ursula Bitzegeio est docteure en sciences politiques et historienne. Depuis 2007, elle travaille pour la Fondation Friedrich Ebert, et plus récemment au Centre pour l'égalité des genres et les études de genre. Elle est également professeure honoraire à l'Institut de science politique de l'Université de Bonn, où elle mène des recherches et enseigne.

Les études de la série *Triumph der Frauen? Das weibliche Antlitz des Rechtspopulismus und -extremismus in ausgewählten Ländern* (Un triomphe des femmes ? Le visage féminin du populisme et de l'extrême. Études de cas dans une sélection de pays) sont disponible à télécharger sur le site :

➤ <https://www.fes.de/themenportal-gender-jugend/gender/triump-der-frauen-ii>

Titres déjà publiés dans la série :

- › 01 *Antifeminismus in Deutschland in Zeiten der Corona-Pandemie* (2020)
[L'antiféminisme en Allemagne à l'époque de la pandémie de Covid-19]
- › 02 *Fallstudie Vereinigtes Königreich und der Brexit* (2020)
[Étude de cas sur le Royaume-Uni et le Brexit]
- › 03 *Fallstudie Vereinigte Staaten von Amerika* (2020)
[Étude de cas sur les États-Unis d'Amérique]
- › 04 *Fallstudie Österreich* (2020)
[Étude de cas sur l'Autriche]
- › 05 *Synopse der sechs Länderstudien in Band I „Triumph der Frauen?“* (2021)
[Synopsis des six études de pays dans le volume I « Le triomphe des femmes ? »]
- › 06 *Fallstudie Italien* (2021)
[Étude de cas sur l'Italie]
- › 07 *Fallstudie Brasilien* (2021)
[Étude de cas sur le Brésil]
- › 08 *Rechtsextreme Spitzenpolitikerinnen in Italien, Frankreich und Deutschland* (2025)
[Les dirigeantes d'extrême droite en Italie, en France et en Allemagne]
- › 09 *Zum „Schutz“ der Nation? Frauen, Genderpolitik und Mobilisierung in der Partei „Einiges Russland“* (2026) [« Défendre » la nation ? Femmes, politique de genre et mobilisation au sein du parti « Russie unie »]
- › 10 *Wandel der Geschlechterordnung: AKP, Rechtspopulismus und politische Teilhabe von Frauen in der Türkei* (2026) [Évolution de l'ordre des genres : AKP, populisme de droite et participation politique des femmes en Turquie]

Le recueil d'études *Triumph der Frauen? The Female Face of the Far Right in Europe* (2018) est disponible en allemand et en anglais à télécharger sur le site : ➤ <https://www.fes.de/lnk/3yh>

Un triomphe des femmes ? 08

Les autrices Cécile Calla et Ursula Bitzegeio élaborent une typologie des styles de leadership féminin au sein des partis d'extrême droite en Italie, en France et en Allemagne, et analysent les conséquences politiques de leurs stratégies anti-genre. Cette étude fournit des pistes sur la manière dont le monde politique et la société civile peuvent faire face à la montée de l'antiféminisme.

Depuis 2018, la série « Un triomphe des femmes ? » de la Friedrich-Ebert-Stiftung analyse la manière dont les femmes contribuent à la montée des mouvements d'extrême droite, en tant qu'électrices et actrices. Des études de cas spécifiques à chaque pays analysent les offres politiques qui les fidélisent.

L'accent est mis sur les stratégies des partis de droite en matière de politique de genre, leur positionnement au sein du gouvernement ou de l'opposition, ainsi que sur les idéologies antiféministes – et l'influence des femmes occupant des postes de direction.

Pour plus d'informations sur le sujet, rendez-vous sur :
➤ [fes.de](https://www.fes.de)